

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

RI n° 507 • mai-août 2026 • fr.internationalism.org • france@internationalism.org • 1, 50 € – 2, 50 Fr.S – 2 \$ can.

FACE À LA GUERRE, AUX MASSACRES, À L'EXPLOITATION, À LA MISÈRE...

COMMENT CHANGER LE MONDE ?

Le monde se transforme en un grand cimetière. Depuis plusieurs semaines, le Moyen-Orient est de nouveau mis à feu et à sang. Après Gaza, c'est au Liban et en Iran que les États israélien et américain font pleuvoir un déluge de bombes, pendant que « les gardiens de la révolution » et le Hezbollah tirent roquettes, drones et missiles vers les pays voisins. Sous ce déluge, les populations civiles, prises en otage par les rivalités impérialistes de tous les pays belligérants, tentent désespérément d'échapper à la mort, errant dans les décombres et les ruines, enjambant les cadavres qui jonchent les rues de Téhéran, de Beyrouth et de bien d'autres villes encore.

Une barbarie sans limites...

C'est toute une partie de l'humanité qui est en train d'être massacrée à travers la planète. Selon l'ONU, en trois ans, la guerre civile au Soudan a causé « plus de 200 000 morts, déplacé près de 14 millions de personnes et provoqué la pire crise alimentaire mondiale ». En quatre ans, la guerre en Ukraine, avec ses 500 à 600 000 morts, militaires et civils confondus, s'offre le palmarès du pire bain de sang sur le continent européen depuis la Seconde Guerre mondiale. Partout, les guerres se généralisent, s'étendent, ou ne demandent qu'à émerger, sans aucune autre issue que la mort, la destruction et la désolation.

Quant aux nations qui ne sont pas touchées directement par des affrontements guerriers sur leur sol, ce sont les dépenses d'armement qui explosent. En France, le budget des armées va évoluer de 32 milliards en 2017 à plus de 67 milliards en 2030. En Grande-Bretagne, c'est la plus forte augmentation prolongée des dépenses de défense depuis la fin de la guerre froide !

Dans un contexte de crise économique mondiale, le cancer de l'économie de guerre qui dévore tout signifie des coupes dans les budgets de la santé, de l'éducation, de la culture, la militarisation du travail avec, pour les travailleurs, des cadences infernales, des effectifs réduits, des réductions des salaires face à l'explosion des prix des denrées alimentaires, de l'énergie... Partout, dans tous les pays, la bourgeoisie appelle à accepter ces sacrifices au nom de l'intérêt supérieur de la nation et de la paix.

... et des voies sans issue

Nous ne devons pas accepter cela ! Notre monde a la capacité de nourrir, loger, vêtir, soigner l'entièreté de l'humanité tout en respectant l'environnement. Nous en avons les connaissances et la technologie. Au lieu de cela, toutes les forces sociales sont jetées dans la destruction : la bourgeoisie ordonne et la classe ouvrière trinque partout dans le monde. Alors il faut lutter ! Mais comment ?

En mars, d'immenses manifestations ont eu lieu aux États-Unis ou en Espagne sous le mot d'ordre « No Kings » et « contre la guerre ». Des milliers de personnes sincèrement indignées se sont rassemblées contre les horreurs de ce monde. En réalité, elles sont tombées dans un piège : la bourgeoisie sait qu'une partie croissante de la classe ouvrière se pose cette question de comment lutter. Elle apporte donc ses fausses réponses, et pousse un bon nombre de ceux qui veulent agir dans des impasses.

Celle du « pacifisme », par exemple, qui dévoit l'indignation des ouvriers contre la barbarie de la guerre en une douce musique de défense de la liberté et de la paix... dans le capitalisme. Comme si ce système d'exploitation et de répression pouvait exister sans guerre. L'Histoire montre, au contraire, que la logique du pacifisme mène toujours à la guerre. C'est ainsi que cette idéologie a servi de justification à la social-démocratie pour participer à la Première Guerre mondiale. Parce que c'était soi-disant un conflit imposé par « les autres », les « fauteurs de guerre », les « barbares ». Bref, il fallait se laisser embrigader à son tour pour défendre la « démocratie », la « civilisation » et la « paix ».

Celle de la démocratie ensuite, un autre atout de la bourgeoisie, « une forme de capitalisme qui amènerait bonheur, prospérité et paix... mais

que la dictature voudrait détruire ». ¹ En réalité, la démocratie est tout aussi barbare : les bombes nucléaires sur Hiroshima et Nagasaki, le napalm au Vietnam, la torture à l'électricité en Algérie... ces horreurs sont des crimes commis par les grandes démocraties. De gauche, de droite, démocratiques ou autoritaires, tous les États capitalistes massacrent, torturent, expulsent, enferment, affament...

Depuis 1914, la guerre et sa préparation sont au centre de la vie du capitalisme décadent. Le système capitaliste ne survit aux ravages de la concurrence que par l'exploitation accrue de la classe ouvrière. Il n'a d'autre choix à offrir au prolétariat que celui d'une nation en guerre contre une autre, que celui d'une puissance économique en concurrence avec les autres, que celui d'un côté de la frontière contre l'autre. Le capitalisme, c'est la guerre ! Et l'exploitation, c'est la mort et la misère !

Un seul chemin : la lutte de classe

Pour contrer cette dynamique moribonde, nous devons lutter et nous opposer à tous les sacrifices qu'exige de nous la bourgeoisie. C'est à travers nos luttes, en tant que classe exploitée, que nous pourrions créer un rapport de force favorable avec la classe dominante : opposons la solidarité de classe

1) « Le pacifisme prépare la guerre », *Révolution internationale* n° 195 (1990).

à la défense d'un secteur contre un autre, opposons la solidarité de classe à la défense d'un État contre un autre. Nous devons abattre ce système en putréfaction : la révolution prolétarienne mondiale est la seule alternative au capitalisme barbare.

Partout, la classe ouvrière est attaquée. Partout, elle a les mêmes intérêts. Partout, elle a la même lutte à mener, la même solidarité à développer, par-delà les frontières.

Mais c'est dans les pays industrialisés d'Europe et d'Amérique du Nord, là où la dynamique militariste explose, là où la classe ouvrière a la plus grande expérience historique, là où elle se confronte depuis des décennies aux pièges de la démocratie, au sabotage des syndicats « libres », c'est dans ces pays où est né le capitalisme que la classe ouvrière doit montrer la voie au prolétariat du monde entier, en engageant une lutte consciente, solidaire et déterminée contre la bourgeoisie et les conditions de vie effroyables qu'elle inflige.

Le capitalisme mène l'humanité à la mort, seule la révolution prolétarienne mondiale offre une alternative pour sortir de ce système languissant et barbare. Le mot d'ordre du *Manifeste du Parti communiste* est plus que jamais d'actualité : « Les prolétaires n'ont pas de patrie. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » !

Julie, 13 avril 2026

GUERRE EN IRAN

La boîte de Pandore d'un mode de production en putréfaction

Les perspectives qu'offre la situation mondiale suscitent partout un profond sentiment d'angoisse. La guerre se propage à travers la planète, démentant les dirigeants mondiaux qui inondent les médias de vaines promesses de paix. L'offensive américano-israélienne contre l'Iran et le Liban, ainsi que les contre-attaques de l'Iran et de ses proxies, ont mis tout le Moyen-Orient à feu et à sang. La guerre en Ukraine dure depuis quatre ans maintenant et rien n'indique qu'un règlement soit en vue. Regardez plus à l'est et vous verrez des affrontements entre l'Afghanistan et le Pakistan, entre le Pakistan et l'Inde, le Cambodge et la Thaïlande. Regardez à l'ouest et vous verrez le conflit génocidaire au Soudan, la guerre apparemment sans fin au Congo, les combats entre les gangs islamistes et l'État nigérian... Pendant ce temps, chaque nouveau rapport scientifique sur le changement climatique confirme que le système capitaliste est incapable de faire face à la destruction de l'environnement. Et la barbarie militaire qui s'intensifie, non seulement accentue la déstabilisation de l'économie mondiale déjà en grande difficulté, mais entraîne aussi

des catastrophes écologiques supplémentaires, en rendant pratiquement impossible, pour les États du monde entier, de consacrer ne serait-ce que le minimum de ressources à l'atténuation de l'impact du réchauffement climatique.¹

Il n'est guère étonnant que l'anxiété, le nihilisme et les sentiments apocalyptiques soient partout en hausse, générant des réactions de plus en plus irrationnelles de la classe dominante. On a rapporté, par exemple, que des officiers supérieurs de l'armée américaine ont prononcé des sermons enflammés devant les troupes engagées dans le conflit contre l'Iran, expliquant que l'armée aurait été ointe par Dieu pour inaugurer l'Armageddon et le retour de Jésus ! Mais beaucoup soupçonnent, à juste titre, que la guerre au Moyen-Orient est un signe tangible que les dirigeants mondiaux perdent pied face à cette dérive vers un monde de guerres, vers de nouveaux niveaux de barbarie et d'autodestruction, et que l'avenir même de l'humanité est menacé.

1) Cf. *Manifeste sur la crise écologique : Est-il possible d'empêcher la destruction de la planète ?* (2025)

Face aux désastres engendrés par les guerres et le chaos croissant, de petites minorités à travers le monde prennent conscience que derrière cette spirale mortelle se cache tout un système social, un système de domination de classe qui démontre son incapacité à répondre aux besoins de l'humanité ; un système sénile et putréfié qui « survit » en infligeant catastrophe sur catastrophe à la population mondiale : c'est le capitalisme à l'ère de sa décadence et de sa décomposition.

Un coup d'épée dans l'eau aux implications globales

Il est évident (y compris pour de larges pans de la classe dirigeante elle-même) que la guerre contre l'Iran a été déclenchée sans aucun plan ni objectif clair, et que les objectifs déclarés changent d'un jour à l'autre. Cette impressionnante (et extrêmement coûteuse) mobilisation de la puissance militaire américaine vise-t-elle simplement à empêcher l'Iran de développer l'arme atomique, à détruire ses capacités militaires, ou vise-t-elle à renverser purement et simplement le régime des mollahs ? Sans objectif précis, si tant est qu'un tel objectif

puisse être formulé dans le contexte d'irrationalité totale des guerres impérialistes actuelles, comment le conflit prendra-t-il fin ? Le gouvernement américain a-t-il évalué la capacité de l'Iran à riposter non seulement en tirant des missiles et des drones partout au Moyen-Orient et même au-delà, en adoptant une stratégie de la terre brûlée dans toute la région, mais aussi, et probablement de manière plus significative, en portant un coup dur à l'économie mondiale en fermant le détroit d'Ormuz, voie de communication essentielle pour le commerce mondial et l'approvisionnement énergétique ?

Par ailleurs, le moins que l'on puisse dire, c'est que l'actuel président de la première « démocratie » du monde fait preuve d'un cynisme abject. Se heurtant à des difficultés pour débiter les missiles et les drones iraniens, l'aviation américaine ne se contente pas de détruire au hasard des ponts, des hôpitaux et des écoles, Trump menace ouvertement de détruire les centrales électriques et les installations d'eau potable ! Ce qui a commencé comme un appel à libérer la population

suite page 2

Dans ce numéro

Manifestations "No Kings"

La défense des droits démocratiques est un piège pour le prolétariat..... 3

Crise économique

L'inexorable enfoncement dans la crise montre la faillite du capitalisme..... 3

Affaire Epstein

Décadence et putréfaction de la classe dominante..... 4

Aucun camp à choisir dans toute guerre

Que penser des discussions lors de la réunion de TSSP ?..... 4

Réunions publiques

Les révolutionnaires doivent-ils avancer le mot d'ordre de "défaitisme révolutionnaire" ?..... 5

Il y a 80 ans, la fondation de la GCF (Partie 2)

Maintenir en vie l'étincelle de l'organisation des révolutionnaires..... 8

Guerre en Iran

iranienne d'un régime criminel, se termine par des menaces d'anéantir cette même population en « *faisant tomber l'Iran dans l'oubli* » et en le bombardant pour le « *ramener à l'âge de pierre* » !

Cette absence de plan cohérent s'explique généralement en pointant du doigt Trump et ses acolytes, et en particulier la personnalité narcissique ou égocentrique de Trump, son incapacité à penser de manière cohérente, ou ses signes croissants de sénilité. Trump est en effet tout cela. Mais comme le dit le proverbe, « *à chaque situation, son homme* ». Le fait qu'un tel individu puisse être placé à la tête du pays le plus puissant du monde en dit long sur la nature et la trajectoire du système capitaliste, qui est non seulement obsolète depuis plus d'un siècle, mais qui, depuis la fin des années 1980, est entré dans la phase terminale de son déclin. Son incapacité à offrir un avenir à l'humanité, et même à imaginer tout futur, produit inévitablement des dirigeants de plus en plus incapables d'anticiper et qui sont eux-mêmes dans un état de déni face à ce qui nous attend. L'insistance de Trump à affirmer que le changement climatique est un immense canular, ou que l'Amérique est à l'aube d'un « *nouvel âge d'or* », constitue un symptôme flagrant de cette myopie irrationnelle.

L'improvisation, la maladresse et la rancune de Trump et de sa clique d'incapables contribuent à accélérer la tendance de la puissance américaine à agir, non plus comme le principal rempart de l'ordre capitaliste mondial, mais comme une force de déstabilisation croissante sur toute la planète. Cette tendance est toutefois bien antérieure au règne de Trump. Au début et au milieu des années 2000, par exemple, dans nombre de nos articles et résolutions internationales, nous avons noté que, face au désordre croissant des relations impérialistes apparus après l'effondrement du bloc russe, les États-Unis devenaient eux-mêmes le principal promoteur du chaos mondial, malgré (ou plutôt à cause de) leurs efforts pour défendre leurs intérêts par des démonstrations brutales de puissance militaire. Ce qui s'est passé en Irak en est l'exemple par excellence : le renversement spectaculaire du régime de Saddam Hussein en 2003 n'a pas empêché l'Irak de plonger dans un immense bain de sang et une fragmentation sans fin. L'Irak est même devenu un foyer de déstabilisation régionale, avec de nombreuses milices incontrôlables et des groupes terroristes, à l'image de Daesh, qui ont essaimé dans la région et au-delà.

L'ampleur de cette guerre contre l'Iran, ainsi que l'intensité et la dynamique de chaos qu'elle déclenche, ont conduit à une déstabilisation mondiale inédite. De par ses conséquences militaires, politiques, économiques et écologiques, la guerre contre l'Iran porte cet effet à un niveau bien supérieur avec pratiquement tout le Moyen-Orient entraîné dans le borborygme. Mais ses effets dépassent largement le cadre régional, parce que le Moyen-Orient est l'épicentre où se cristallisent les tensions entre les grandes puissances et où se heurtent des intérêts économiques et stratégiques cruciaux. Depuis plusieurs décennies d'ailleurs, le Moyen-Orient constitue l'un des plus grands champs de mines de la géopolitique internationale.

Aussi, la guerre actuelle n'entraîne pas que des dommages catastrophiques pour l'économie mondiale, mais a aussi un impact sur les relations entre nations impérialistes, par exemple au sein des BRICS, mais surtout au sein de l'OTAN où un divorce de plus en plus franc se manifeste entre les pays européens et les États-Unis. Ce conflit déstabilise les équilibres géopolitiques

à l'échelle mondiale et aspire dans son tourbillon de plus en plus d'États et de factions bourgeoises. Cela tient fondamentalement au fait que la tendance sous-jacente du capitalisme à sa « *désintégration interne* » (pour citer l'Internationale communiste de 1919) progresse à pas de géant depuis plusieurs décennies déjà.

Anti-trumpisme, antifascisme : des mécanismes de défense idéologiques du capitalisme

L'idéologie de la classe capitaliste dresse de nombreux obstacles pour entraver l'approfondissement et l'extension d'une véritable compréhension de la réalité sociale.

Attribuer toute la responsabilité de la situation seulement à Trump et à sa faction a une fonction idéologique bien précise : faire croire que si cette bande pouvait être remplacée par des politiciens « *sérieux* » et « *démocrates* », la trajectoire profonde d'un capitalisme condamné pourrait être inversée. D'où la prétendue nécessité de se préparer pour le prochain scrutin, de soutenir le Parti démocrate ou même la frange la plus sensée du Parti républicain dans leurs campagnes visant à se débarrasser de Trump, à remettre des « *personnes responsables* » aux commandes et à contribuer à restaurer un « *ordre fondé sur des règles* » au niveau international. En somme, cet argument est un moyen d'empêcher la maturation et la diffusion d'une conclusion très différente : que le véritable problème n'est pas tel ou tel politicien ou parti politique, mais le capitalisme lui-même, y compris la mascarade de la démocratie parlementaire et des institutions internationales (ONU, OTAN, etc.) qui existent pour perpétuer sa domination mondiale.

Il en va de même pour l'illusion selon laquelle l'impérialisme israélien pourrait mener une politique de paix si Netanyahu et les fanatiques religieux de son gouvernement pouvaient être évincés lors des prochaines élections, alors que tous les partis politiques israéliens, de droite comme de gauche, se rallient sans vergogne à l'attaque contre l'Iran. Ou encore que la torture et le massacre des dissidents en Iran prendraient fin si le règne cruel des mollahs était remplacé par des partis d'opposition démocratiques, voire par un retour au pouvoir de la dynastie Pahlavi.

Et cela s'applique également à l'argument selon lequel Trump et ses clones dans d'autres pays constituent une menace pour la démocratie, qu'ils nous mènent « *vers le fascisme* ». Il est vrai qu'avec le trumpisme, nous voyons l'État recourir de plus en plus à des méthodes directement répressives, à une violence au sein de ses propres villes qui n'a d'équivalent que la violence infligée aux villes iraniennes. L'utilisation de l'ICE comme une sorte de garde prétorienne du chef, servant à imposer un terreur ouverte à la population des États-Unis, fait aussi écho à des régimes autoritaires antérieurs comme le fascisme de Mussolini ou le nazisme de Hitler, bien que les conditions historiques qui ont donné naissance à ces régimes soient très différentes aujourd'hui. Mais le mensonge principal dissimulé derrière cette apparence de vérité consiste à nourrir l'illusion que pour lutter contre de tels exemples de répression, contre les arrestations et expulsions de prolétaires immigrés, il suffirait de suivre les forces d'opposition bourgeoises et leurs protestations autour de la défense de la « *véritable démocratie américaine* ». Bref, ces campagnes appellent le prolétariat à se fondre dans la masse des citoyens et à se rallier derrière des slogans politiques bourgeois, plutôt que de s'unir et de s'organiser autour de ses propres intérêts de classe.

Ces intérêts de classe, bien qu'ils se posent en premier lieu principalement au niveau économique, incluent de façon certaine la défense de nos frères de classe contre la répression d'État. Mais l'histoire a montré que lorsque les travailleurs abandonnent leur propre lutte de classe et suivent les appels à rejoindre un front « *populaire* » derrière des factions soi-disant « *progressistes* » de la bourgeoisie pour « *arrêter le fascisme* », ils se livrent pieds et poings liés à la barbarie de l'ennemi de classe. Lors de la prétendue révolution espagnole de 1936-1939, par exemple, les travailleurs ont ainsi été combattus non seulement par Franco et ses troupes, mais aussi par les milices du Front populaire, notamment lors des barricades de Barcelone en mai 1937.

La réalité de "l'ordre" fondé sur le droit international

La bourgeoisie « *démocratique* » aux États-Unis et en Europe occidentale pleure la disparition de « *l'ordre international* » mis en place au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Cet « *ordre* » est en miettes suite aux menaces américaines contre le Groenland, un pays « *allié* » de l'OTAN, à l'enlèvement de Maduro, à la tentative de créer un « *Conseil de la paix* » sous la présidence de Trump à la place de l'ONU, et au divorce entre les ex-alliés de l'Europe et les États-Unis, mis en évidence par le refus des partenaires européens de l'OTAN de s'engager dans la guerre de Trump et de participer au déblocage du détroit d'Ormuz.

Mais qu'était, en réalité, cet « *ordre international* » ? Il s'agissait dès le départ d'un ordre américain, formé avant tout pour contrer la montée de l'URSS en tant que puissance impérialiste mondiale. La formation du système à deux blocs a effectivement imposé une certaine discipline aux pays placés sous la « *protection* » des États-Unis ou de la Russie. Mais il ne faut jamais oublier que les dirigeants des deux blocs étaient toujours prêts à maintenir leur autorité de « *parrain* » par des coups d'État, des assassinats et surtout par d'interminables guerres par procuration, comme en Corée, au Vietnam, en Afrique et ailleurs, des guerres menées au nom de

l'« *endigement du communisme* » ou de la « *libération nationale* » et qui ont coûté des millions de vies. C'était un « *ordre* » sur lequel planait en permanence la menace d'un holocauste nucléaire.

Lorsque le bloc russe s'est effondré en 1989, le CCI a prédit que nous allions désormais entrer dans une phase dominée par le « *chacun pour soi* » dans les relations internationales, une vague montante de chaos et d'imprévisibilité qui n'a pas annulé la tendance du capitalisme à décadence à la guerre, mais lui a simplement donné une forme différente. Pendant les premières années de cette nouvelle phase, les États-Unis ont agi en tant que « *gendarme* » mondial, tentant d'utiliser leur supériorité militaire pour maintenir leurs anciens alliés dans le rang et endiguer la vague de chaos et de déstabilisation. Mais comme nous l'avons déjà dit, les actions américaines telles que la première guerre du Golfe ou les invasions de l'Afghanistan et de l'Irak, au début des années 2000, ont eu l'effet inverse : elles ont accéléré l'éclatement des anciennes alliances et plongé les pays envahis dans le chaos. Depuis lors, nous avons vu ce processus de décomposition s'accélérer de plus en plus, générant un environnement de plus en plus mortifère, marqué par des moments clés comme la pandémie de Covid au début des années 2020 qui a vu des nations prétendument attachées aux « *règles* » et à la « *communauté internationale* » mener de véritables actes de piraterie et s'arracher des masques et du matériel médical pour faire face à l'effondrement du système de santé. La pandémie de Covid a également vu toute la logistique de production mondialisée et d'échanges s'enrayer brutalement. À cet événement a succédé une cascade de conflits de grande ampleur comme l'invasion russe de l'Ukraine et la guerre entre Israël, le Hamas et le Hezbollah. L'assaut américano-israélien contre l'Iran, et la contre-attaque de l'Iran contre les pays voisins et le commerce mondial, signifient que la dérive vers une barbarie militaire incontrôlée a en effet acquis une nouvelle dimension, confirmant ce que l'Internationale communiste affirmait dans son premier Manifeste de 1919,

face aux ruines laissées par la Première Guerre mondiale qui a marqué l'entrée du capitalisme dans son époque de déclin : « *le résultat ultime du mode de production capitaliste est le chaos* ».

On pourrait penser que l'objectif de Trump était, comme peu avant au Venezuela, de mater un régime ennemi et de porter un coup à la Chine, le principal challenger des États-Unis, dont l'Iran est un partenaire impérialiste d'importance sur le plan économique et stratégique. Mais, loin d'imposer par la force l'hégémonie américaine au Moyen-Orient, ce conflit a entraîné les États-Unis dans un nouveau borborygme : soit Trump s'enferme dans une spirale de destructions sans fin, avec une succession de bombardements, de trêves, de blocage de détroits et de ports, d'opérations commandos, d'anéantissement d'infrastructures, de massacres... soit il retire son armée en laissant un immense chaos derrière lui. Quoi qu'il en soit, l'Amérique non seulement est humiliée et plus que jamais isolée, mais elle a aussi dû retirer ses forces du Pacifique, affaiblissant sa position face à la Chine. Et tout cela pour seul résultat de semer le chaos chez l'ennemi et de s'infliger un retour de flamme immédiat. En face, l'Iran est également entré dans une pure logique de terre brûlée. Si le régime doit périr (ce qui est de moins en moins probable dans l'immédiat), il le fera en semant le chaos et la barbarie.

Cette logique d'autodestruction, de conflits d'ampleur toujours plus importante, où personne ne gagne, est l'image même du capitalisme. Ce système est véritablement à l'agonie et s'il n'est pas renversé, il entraînera l'humanité tout entière dans l'abîme avec lui. C'est pourquoi il est si important que la classe ouvrière et ses minorités révolutionnaires rejettent toute illusion selon laquelle cette trajectoire mortelle pourrait être inversée en changeant de dirigeants politiques, en redynamisant les institutions mondiales ou en « *démocratisant* » l'État. Notre ennemi n'est pas tel ou tel politicien ou parti politique, tel ou tel pays, mais le mode de production même qui se nourrit de l'exploitation et engendre la guerre, et auquel seule la lutte révolutionnaire de la classe exploitée dans tous les pays peut mettre fin.

Amos, avril 2026

À lire sur le site web du CCI

Guerre impérialiste au Moyen-Orient : le capitalisme, c'est la guerre ! Guerre au capitalisme !

Nous avons publié sur notre site web une déclaration commune d'Internationalist Voice (IV) et du CCI sur la guerre au Moyen-Orient, une initiative prise par IV face à cette avancée majeure vers la barbarie.

« *Alors que les flammes de la guerre faisaient rage de toutes parts, Trump a lancé sa campagne électorale au milieu d'une frénésie médiatique, se présentant comme un artisan de la paix. Il a promis qu'une fois élu, il mettrait fin à toutes les guerres, projetant une image d'homme épris de la paix, allant jusqu'à prétendre mériter le prix Nobel de la paix. Cependant, le retour au pouvoir de Trump n'a pas seulement échoué à mettre fin aux guerres, mais a, en réalité, intensifié les tensions militaires : la guerre en Ukraine se poursuit, le carnage à Gaza a persisté malgré le cessez-le-feu, et simultanément, les tensions militaires entre la Thaïlande et le Cambodge, les conflits entre l'Inde et le Pakistan, les affrontements entre le Pakistan et l'Afghanistan, les guerres au Myanmar, en Syrie, au Soudan et au Nigeria, ainsi que les tensions militaires au Venezuela, se sont poursuivies. Aujourd'hui, une guerre à grande échelle a éclaté au Moyen-Orient, impliquant ou affectant une quinzaine de pays. De nos jours, la guerre n'est plus simplement un événement militaire ; elle reflète de plus en plus le système capitaliste à l'ère barbare de l'impérialisme et le mode de vie qu'il engendre.*

Les guerres impérialistes ne sont pas simplement le résultat de décisions prises par des dirigeants bellicistes ; elles expriment plutôt la nature même du système capi-

taliste à l'époque actuelle. Quel que soit le masque que porte chaque État, qu'il se nomme démocratique ou qu'il soit ouvertement dictatorial, qu'il prétende être épris de paix ou qu'il brandisse ouvertement l'étendard de la guerre, tous partagent une caractéristique fondamentale : le sacrifice de la classe ouvrière et des opprimés comme chair à canon dans les guerres impérialistes. Sans exception, tous ces États portent la responsabilité de ces guerres, et tous sont des criminels de guerre. Contrairement à la démagogie et aux mensonges des gangsters bourgeois, qui prétendent que les États-Unis et Israël, par des frappes « *chirurgicales* », cherchent simplement à éliminer des responsables politiques et militaires et à cibler les infrastructures militaires de la bourgeoisie islamique, la réalité est tout autre. Dans la pratique, toutes les parties visent également les infrastructures civiles : usines, écoles, zones résidentielles, raffineries, lieux de travail, salles de sport, marchés, et même cliniques et hôpitaux sont bombardés. Le commandant de l'État-major américain a déclaré que l'ampleur des premières 24 heures de l'opération actuelle contre l'Iran était deux fois supérieure à celle de l'opération contre l'Irak en 2003. La vérité est la suivante : toutes les parties sont complices de la perpétration de crimes de guerre... »

La suite sur : fr.internationalism.org

La défense des droits démocratiques est un piège pour le prolétariat

Le 28 mars 2026 a été le théâtre des manifestations les plus importantes et les plus étendues de l'histoire des États-Unis. Huit millions de personnes ont participé à 3 300 manifestations, dans l'ensemble des cinquante États. Des manifestations ont également eu lieu dans d'autres pays, notamment au Canada, en Europe, au Japon, en Australie et en Thaïlande. Dans le Minnesota, épice de la terreur exercée par la police de l'immigration (l'ICE), deux manifestations ont été organisées. Des rassemblements ont eu lieu dans les grandes villes et les petites localités, y compris dans les bastions électoraux de Trump.

De nombreux manifestants ont rejoint les rassemblements, inquiets des conséquences de la guerre contre l'Iran et déçus par les promesses non tenues de Trump concernant l'arrêt des « guerres sans fin ». D'autres ont rejoint les manifestations par colère face à la situation économique avec les prix élevés, la précarité, les licenciements, l'insécurité alimentaire ; bref, l'appauvrissement général. D'autres encore ont participé pour exprimer leur colère contre les actions de l'ICE et la répression accrue de l'État. Enfin, il y a aussi ceux qui voulaient exprimer leur dégoût de la personne odieuse qu'est Trump. Le mot d'ordre « No Kings, no ICE, no War » exprime ainsi un large éventail de mécontentements dans lequel chacun avait sa propre motivation pour participer.

Pourtant, les organisateurs avaient un objectif très précis : « En Amérique, nous n'avons pas de rois. Une police secrète masquée terrorise nos communautés. Une guerre illégale et catastrophique nous met en danger et fait grimper les prix. Des attaques menacent notre liberté d'expression, nos droits civils, notre liberté de vote. Les prix poussent les familles au bord du gouffre. Trump veut régner sur nous en tyran. Mais nous sommes en Amérique, et le pouvoir appartient au peuple, pas à des prétendants au trône ni à leurs copains milliardaires ». Certes, l'appel parle aussi des « prix », mais pour immédiatement associer la question de l'inflation à des mots d'ordre sur « notre liberté d'expression, nos droits civils, notre liberté de vote ». Le « peuple » devrait ainsi défendre la démocratie américaine contre un « tyran ».

La mégalomanie de Trump et son autoritarisme outrancier constituent des cibles faciles pour ses opposants. Mais les Démocrates, tout comme les Républicains, ont une longue histoire de justification des répressions, des guerres, de la torture et du recours à la police, au nom de la défense de la démocratie et de la liberté : il y a eu les interminables guerres en Afghanistan, en Irak, au Vietnam, la guerre contre le terrorisme, avec ses assassinats, ses tortures et ses enlèvements. Les Démocrates et les Républicains ont tous procédé à des expulsions inhumaines massives : ils ont tous donné carte blanche à la police (FBI, CIA et ICE) contre la classe ouvrière.

Pourquoi ? Parce qu'en Amérique, le pouvoir n'appartient pas « au peuple » et encore moins à la classe ouvrière : comme partout ailleurs, il appartient à la bourgeoisie. « En Amérique », comme dans tous les pays du monde, la bourgeoisie exploite et réprime le prolétariat de plus en plus féroce. Et « en Amérique », comme ailleurs, elle ressasse toute une série de mensonges sur la « liberté », la « démocratie » et les « droits », destinés à enchaîner le prolétariat à ses exploiters, à l'État bourgeois et à la nation, à occulter que l'État « démocratique » est le moyen le plus efficace d'opprimer la classe ouvrière ! La mobilisation de huit millions de personnes pour défendre « notre liberté d'expression, nos droits civils,

notre liberté de vote » témoigne clairement de ce danger insidieux. En appelant le prolétariat à défendre le talon de fer de la dictature « démocratique », « No Kings » cherche à détourner les travailleurs de leurs intérêts de classe contre l'exploitation capitaliste, et à les pousser à s'engager dans des luttes entre factions bourgeoises rivales. Malgré toute la bonne volonté de nombreux participants, ces manifestations ont donc constitué un véritable piège pour la classe ouvrière.

Pourtant, beaucoup de travailleurs parmi les manifestants ne sont pas enclins à se rallier au Parti démocrate. Afin d'attirer ces travailleurs en quête de réponses dans ce piège, l'aile gauche du mouvement l'a présenté comme un mouvement contre l'oligarchie et la dictature : « L'ampleur des manifestations du 28 mars témoigne de la profondeur de la colère populaire face à la montée de la dictature dans le pays et à l'escalade de la guerre impérialiste à l'étranger. Un affrontement est en train de se dérouler entre une oligarchie capitaliste qui rompt avec les formes démocratiques de gouvernement et la grande masse de la population. [...] L'ampleur de l'opposition terrifie la classe dirigeante, et la réaction des grands médias a été de la minimiser et de passer à autre chose au plus vite ». ¹ Sous le vernis d'un

1) « Les manifestations « No Kings » du 28 mars : les leçons politiques », wsws.org (2026)

vocabulaire « marxiste », le message reste le même : défendre l'État « démocratique » contre la « dictature » de Trump. Ainsi, loin d'être terrifiée, la bourgeoisie a pu mobiliser les travailleurs pour la défense de son État et de sa puissante arme idéologique : la démocratie. Elle se réjouit que le mécontentement des travailleurs face à la guerre soit noyé dans un mouvement qui prétend que le capitalisme, le système le plus meurtrier de l'histoire, pourrait être pacifique, si l'on arrête les « bellicistes » tels que Trump. Il vise ainsi à empêcher les travailleurs de prendre conscience que c'est bien le capitalisme qui est la cause de la guerre, et non tel ou tel politicien ou parti.

Certes, l'administration Trump est un désastre pour la bourgeoisie américaine. La guerre contre l'Iran, les menaces contre les puissances européennes, sa purge de l'armée et du reste de l'État, la corruption de l'administration, tout cela est une catastrophe pour l'État américain. Mais la racine de ce vandalisme politique n'est pas Trump : c'est l'impasse historique du capitalisme. L'échec de l'aventure militaire en Iran, l'impossibilité pour Trump de se représenter à une élection présidentielle et sa perte croissante de popularité ne peuvent qu'accélérer le chaos, la destruction et l'irresponsabilité. Trump et son administration sont comme un animal blessé qui se débat et le recours à la répression contre ses

rivaux politiques et tous ceux qui s'opposent à lui va s'aggraver. Les tensions et les affrontements avec d'autres fractions de la classe dirigeante ne peuvent que devenir plus hostiles, et probablement violents. La menace que les travailleurs se retrouvent pris dans ces affrontements, qu'ils soient appelés à défendre l'« État démocratique » et les fractions opposées à Trump, s'accroît. Le mouvement « No Kings » fait partie de cette menace : c'est pourquoi il est si dangereux.

La classe ouvrière doit refuser de se laisser entraîner dans la défense de l'État démocratique. Cela signifie refuser de se sacrifier pour protéger les intérêts de la classe dirigeante. Son intérêt est de défendre sa propre autonomie à travers des luttes pour la défense de ses emplois, de ses conditions de vie et de travail. En mars, 3 800 travailleurs de l'abattoir JBS, dans le Colorado, partaient en grève. La majorité d'entre eux sont des immigrants, originaires d'Haiti, de Somalie, de Birmanie et du Mexique. Ils ne se sont pas laissés intimider par la menace de l'ICE et ont lutté aux côtés de leurs camarades pour défendre leurs intérêts de classe : « Les grévistes ont documenté des pratiques de travail déloyales, des cas de traite de main-d'œuvre et de vol de salaire, ainsi que des salaires qui n'ont pas suivi le coût de la vie au Colorado ». Depuis le début de l'année 2026, il y a eu une série de luttes, souvent limitées à une

seule entreprise ou à un seul secteur, mais significatives dans la mesure où elles ont lieu malgré l'atmosphère sociale putride, de chaos et de peur. Ainsi, il y a eu la grève de dizaines de milliers de travailleurs de la santé à New York, en Californie et à Hawaï, celle des employés de l'Université de Californie en février, celle des travailleurs de Freudenberg-NOK à Findlay le 24 mars, celle des 620 techniciens du chantier naval General Dynamics Bath Iron Works pour un accord salarial. 900 travailleurs de la raffinerie BP de Whiting, dans l'Indiana, ont été mis en lock-out en mars après avoir rejeté l'offre salariale de BP à 98,3 %. Malgré leur caractère isolé, ces luttes démontrent quelque chose de très important : les travailleurs sont prêts à faire passer leurs intérêts avant ceux du capital national.

Les travailleurs aux États-Unis ne sont pas seuls. Malgré le silence médiatique (bien réel, celui-ci, à la différence de la couverture internationale du mouvement « No Kings »), des luttes, parfois massives, éclatent partout dans le monde, en Europe, au Canada ou ailleurs. Les travailleurs refusent les sacrifices exigés par la bourgeoisie pour payer sa crise et ses armes. « No Kings », par contre, et tous ceux qui promeuvent ces mobilisations, aussi critiques soient-ils, entraînent le prolétariat dans la défense de l'intérêt national et de l'État capitaliste.

J & W, 12 avril 2026

CRISE ÉCONOMIQUE

L'inexorable enfoncement dans la crise montre la faillite historique du capitalisme

Des attaques tous azimuts : depuis une dizaine de mois, c'est en millions qu'il faut compter les licenciements dans le monde. C'est le reflet d'une crise qui touche tous les secteurs de l'économie, à la notable exception de l'industrie d'armement : l'informatique (Ubisoft, Oracle, Cap Gemini, IBM), l'automobile (Aston Martin, Stellantis, Volkswagen, Bosch et tous les sous-traitants du secteur, comme Goodyear), l'industrie du verre (Arc, Verallia), la grande distribution (Auchan, Jennyfer), la banque et les services financiers (ABN Amro aux Pays-Bas, Block dans les cryptomonnaies), la logistique (Amazon, UPS, Ziegler), la presse (La Tribune, Washington Post), divers secteurs industriels (Heineken, SEB, Erasteel, Lanxess et BASF) sont touchés. À ces chiffres s'ajoutent les licenciements résultant de l'introduction de l'intelligence artificielle (IA) dans les processus de production, notamment dans l'informatique avec des dizaines de milliers d'ingénieurs, de techniciens et d'employés qui se retrouvent au chômage, avec peu de chances de retrouver rapidement du travail. On peut y ajouter les suppressions de postes chez les fonctionnaires partout dans le monde, Trump et Musk, après Milei et sa tronçonneuse, n'ayant été précurseurs que de quelques mois dans ce domaine. L'Éducation nationale française est un autre bon exemple pour les mois qui viennent.

Aucune économie nationale ne saurait échapper à la purge qui frappe le capitalisme dans son ensemble. La Chine est touchée autant que les autres, malgré l'opacité des statistiques du chômage dans ce pays. L'Allemagne est notablement touchée, car son secteur industriel, longtemps porté par la croissance du marché intérieur chinois, ne peut plus compter dessus. Elle est concurrencée très efficacement, notamment par l'industrie chinoise, dans ses productions les plus emblématiques : les machines, la chimie et le

secteur automobile, ce qui se traduit par une cascade de suppressions d'emplois dans un pays qui n'y est pas habitué : Volkswagen et Opel, mais aussi Bosch, Aumovio et tous les sous-traitants de l'industrie automobile prévoient de drastiques baisses d'effectifs. BASF envisage sérieusement de délocaliser une partie de ses services administratifs vers l'Inde et la Malaisie ; l'entreprise chimique Lanxess va elle aussi réduire son personnel. Toutes ces annonces au cœur de l'industrie européenne sont la conséquence d'une dégradation économique générale. En Allemagne, les créations d'emplois sont principalement à temps partiel alors que les postes supprimés étaient qualifiés, à temps plein, productifs et bien payés. La liste est sans fin. Même l'ONU licencie massivement ses salariés à travers le monde !

Ces licenciements s'accompagnent d'un durcissement des politiques sociales et de santé des États et d'un flicage de plus en plus sévère des chômeurs : en Argentine, le gouvernement Milei déregule encore un peu plus le marché du travail pour faciliter les licenciements, étendre le temps de travail journalier de 8 à 12 heures, autoriser le fractionnement des congés... La Belgique va quant à elle limiter la durée d'indemnisation des chômeurs, excluant mécaniquement une partie d'entre eux de tout revenu.

Les jeunes travailleurs sont particulièrement touchés dans le monde : en Angleterre, le système de financement des études supérieures, basé sur des emprunts étudiants à taux variables, génère des situations d'endettement colossal pour les jeunes diplômés. En Inde, plus de la moitié des jeunes diplômés ne vont pas trouver de travail. Même problématique en Chine, où le taux de chômage des jeunes est très supérieur à la moyenne nationale : plus d'un jeune sur six y est sans travail. Le taux de chômage des jeunes est même une préoccupation de plus en

plus centrale du gouvernement, en même temps que sévit la « malédiction des 35 ans » (les licenciements liés à l'âge).

L'économie mondiale marquée par la putréfaction

Toutes ces attaques sont la conséquence d'une plongée du capitalisme depuis une quinzaine d'années dans une dynamique de crise économique de plus en plus incontrôlable : crises financières (subprimes en 2008 et dette souveraine d'États), déstabilisation de l'économie mondiale pendant le Covid, l'économie mondiale entraînée dans le tourbillon de la guerre (Ukraine, Gaza, Iran...). L'inflation est aggravée par une situation mondiale de plus en plus instable, une économie de guerre marquée par l'explosion vertigineuse des dépenses militaires, la hausse des prix de l'énergie entraînée par le conflit en Ukraine et maintenant en Iran, les droits de douane en hausse à peu près partout dans le monde, les perturbations des chaînes d'approvisionnement liées à des conflits locaux comme les problèmes posés dans le détroit d'Ormuz, mais aussi le coût de plus en plus exorbitant du saccage de l'environnement.

D'autre part, la stagnation de plus en plus marquée de l'économie mondiale (hors armement) souligne les limites historiques du système : la surproduction permanente, l'incapacité à dépasser les politiques nationales de gestion de l'économie, et la concurrence féroce entre nations concurrentes poussent la bourgeoisie dans des logiques de repli de plus en plus autodestructrices : elle démolit tous les pare-feux et contre-mesures mis en place après la Seconde Guerre mondiale pour mener des politiques un minimum concertées afin de lutter contre les effets de la crise historique du capitalisme, comme l'ouverture des marchés, la limitation des droits de douane, le développement de normes communes, la mise en place

de politiques monétaires concertées. La surproduction est clairement la cause de la crise ouverte qui génère les licenciements. La Chine, par exemple, arrive aux limites de son marché intérieur malgré d'énormes subventions pour lui permettre d'absorber sa production. Elle n'a pas d'autre choix que d'inonder le monde et ses concurrents de marchandises qu'elle ne peut écouler sur son marché domestique.

L'impact de la décomposition du capitalisme se traduit par une accélération de mesures étatiques de plus en plus à courte vue. Tout cela marqué par la fragmentation des bourgeoisies nationales toujours plus aiguë sur la politique à mener, par des programmes populistes irrationnels et démagogiques (comme la guerre des droits douaniers, déclenchée par l'administration Trump), par l'aveuglement idéologique de cliques bourgeois hystériquement accrochées à leurs privilèges. Le poids de la décomposition sur l'économie s'est fortement accentué, la bourgeoisie n'ayant aucune politique économique cohérente à proposer pour atténuer les effets d'une crise irréversible.

L'enfoncement brutal et durable dans la crise auquel nous assistons est profond : aucune contre-tendance sérieuse et globale de la politique bourgeoise n'est visible, et les destructions auxquelles nous assistons dans les pays en guerre ne seront probablement jamais réparées. D'ailleurs, qui les financerait ?

Lutter contre les attaques

La crise historique du système capitaliste est celle d'un système économique basé sur l'exploitation de plus en plus féroce des prolétaires qui ont encore la chance d'avoir un emploi et sur l'abandon cynique des autres. La surproduction affecte toutes les marchandises, dont celle de la

Décadence et putréfaction de la classe dominante

Près de sept ans après le suicide en prison du prédateur sexuel et pédophile, Jeffrey Epstein, et la découverte d'un très vaste réseau international de trafic sexuel, les archives et photos tirées d'un épais dossier, dont seulement une partie a été rendue publique, ne cessent d'alimenter les Unes des médias. Ce scandale nauséabond implique directement deux présidents américains, Donald Trump et Bill Clinton, mais aussi un nombre impressionnant de personnalités politiques de tous bords, compromises dans le monde entier, allant du prince Andrew jusqu'à des ministres de plusieurs puissances européennes ou des célébrités du monde de la finance comme du spectacle, sans compter le patron du Forum de Davos, le président du CIO, des promoteurs, hommes d'affaires, avocats, tous impliqués jusqu'à la moelle. Les ramifications très sophistiquées et méthodiquement organisées de « soirées privées », le financement farouche et les complicités des plus hautes sphères de la classe dominante ont choqué la planète entière.

L'exploitation des femmes, reflet des mœurs des sociétés de classes

On voudrait nous faire croire que toute cette horreur n'est que le fait d'un pervers mégalomane et narcissique. Mais cette situation de dépravation et d'utilisation de sa position sociale pour exercer des chantages sexuels ne correspond nullement à un phénomène isolé. Il vient au contraire illustrer une pratique très largement répandue au sein de la classe dominante. Il suffit de rappeler quelques exemples notoires de ces dernières années : les soirées « bunga bunga » organisées par l'ex-Premier ministre italien Silvio Berlusconi, en même temps patron d'une chaîne de télévision et grand homme d'affaires, s'assurant le service régulier de call girls dans les années 1990 ; l'arrestation de Dominique Strauss-Kahn, à l'époque président en exercice du Fonds monétaire international et grand favori des élections présidentielles en France de 2012, qui avait tenté d'abuser d'une femme de chambre dans un hôtel de New York et qui a été ensuite mis en accusation par beaucoup d'autres femmes pour des comportements similaires¹ ; ou encore l'ex-président Kadhafi dont une journaliste, Mémona Hintermann, avait témoigné qu'il avait cherché à la violer lors d'un séjour en Libye en 1984 en échange d'une interview.

De fait, depuis la préhistoire jusqu'à nos jours, les femmes ont toujours été exploitées comme objets sexuels ou d'échange dans les sociétés de classes. Engels dans *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* ou August Bebel dans *La Femme et le socialisme* ont clairement montré et dénoncé les rapports d'exploitation des femmes par les hommes dans toutes les sociétés de classes marquées par la domination patriarcale. Mais, avec l'entrée en décadence des modes de production et d'exploitation successifs, les superstructures idéologiques ont tendu à se déliter davantage et ont poussé les classes dominantes en déclin à des comportements encore plus « déviant » et malsains.

Cela s'est notamment vérifié avec le déclin de l'aristocratie anglaise au XVIII^e siècle. Son libertinage et sa dépravation sont un thème récurrent du peintre William Hogarth. En France, à la même époque, notamment sous la Régence cynique de Philippe II de Bourbon, entre 1715 et 1723, le relâchement des mœurs et le succès des « fêtes galantes » au Palais-Royal témoignent du même phénomène. Ce phénomène devait d'ailleurs perdurer

sous Louis XV et ses favorites, anciennes courtisanes anoblies, et sous une forme plus discrète avec la vogue des « salons littéraires et artistiques ».

Toutefois, dans le capitalisme, l'exploitation des femmes prend une dimension nouvelle avec la marchandisation du corps féminin, sorte de deuxième « défaite historique du sexe féminin »,² symbolisée par « l'âge d'or des maisons closes » au XIX^e siècle et sa généralisation de la prostitution « au service » des armées en exercice. Même si le capitalisme a atténué, en partie, la division sexuelle du travail en intégrant les ouvrières dans le procès de production, il maintient fondamentalement le cadre de la soumission forcée des femmes aux hommes, en particulier à travers le mariage et son isolement dans la famille étroite, résumé dans la formule de Flora Tristan, reprise par Marx et Engels : « la femme est le prolétaire de l'homme ».

Bebel en particulier a dénoncé avec virulence toute l'hypocrisie de la société bourgeoise dans la période ascendante du capitalisme, en particulier dans les grandes familles bourgeoises : « Dans le mariage, la femme est achetée et devient la propriété légale du mari. [...] Si le mariage représente l'un des côtés de la vie sexuelle du monde bourgeois, la prostitution en représente l'autre. Le premier est la face de la médaille, la seconde en est le revers ».³ De fait, les rapports capitalistes non seulement perpétuent mais accentuent le rôle de la femme comme objet sexuel, qui devient réellement la propriété privée de l'homme au point d'être réduite à une fonction d'outil au service du désir et des pulsions masculines. Les femmes prolétaires, en particulier, et notamment dans le cadre de leur exploitation au travail, sont

2) Engels décrit le renversement du droit maternel au néolithique comme la « défaite historique du sexe féminin ».

3) Bebel, *La femme et le socialisme*, « La femme dans le présent ».

forcées, sous la menace constante de la mise au chômage et d'être réduites à la misère et à la pauvreté, à s'abaisser à subir toutes les humiliations.

Un symbole de la putréfaction du capitalisme

Bien sûr, la prostitution, le viol et la pédophilie ont « toujours existé » dans les sociétés de classes. Mais cette exploitation prend une forme encore plus extrême, abjecte et massive avec l'enfoncement du système capitaliste dans sa crise historique. La prostitution a désormais pris une ampleur industrielle inimaginable, tout comme l'exploitation des femmes et des enfants dans la pornographie. Les réseaux d'esclavage sexuel ultra-violents ont explosé en tirant profit de la misère croissante et de l'isolement de jeunes filles. La pornographie, de plus en plus ignoble et cruelle, s'est largement banalisée, y compris chez les plus jeunes. On estime qu'une femme sur huit a aujourd'hui subi un viol ou une agression sexuelle avant l'âge de 18 ans, en grande majorité dans le cadre familial et dans les contextes de guerre où la statistique s'envole à une femme sur quatre ! Ce musée des horreurs est interminable. Alors que la bourgeoisie n'a plus aucune perspective à offrir que la guerre, la misère et le chaos généralisé, le pourrissement sur pied de toutes ses structures sociales a des effets considérables, y compris sur le plan moral : « toutes ces manifestations de la putréfaction sociale qui aujourd'hui, à une échelle inconnue dans l'histoire, envahissent tous les pores de la société humaine, ne savent exprimer qu'une chose : non seulement la dislocation de la société bourgeoise, mais encore l'anéantissement de tout principe de vie collective au sein d'une société qui se trouve privée du moindre projet, de la moindre perspective,

même à court terme, même la plus illusoire ».⁴

Si ce phénomène touche toutes les couches de la société, il prend des formes extrêmes parmi la bourgeoisie pour qui l'accès à ces pratiques est largement facilité par la position dominante de ses membres. Ainsi, toutes les formes de corruption croissent et prospèrent au sein de la bourgeoisie, notamment dans l'appareil politique, comme le déferlement de scandales dans la plupart des pays, à un niveau et avec une ampleur inégalés auparavant. À l'image de la gangstérisation croissante des appareils politiques et économiques, gangrenés par la corruption et les liens avec les milieux mafieux, Epstein, individu dépourvu de tout scrupule et formé dans les coulisses de la bourse de Wall Street, n'a cessé d'exercer des rapports de force, de chantage, de menaces et d'intimidation, tant de ses richissimes « clients » ou « protecteurs » sur lesquels il exerçait un chantage permanent en accumulant les dossiers, que vis-à-vis de ses victimes, soigneusement ciblées et choisies parmi les plus fragiles ou vulnérables, venant de milieux socialement défavorisés ou ayant connu une ambiance familiale difficile (drogues, alcoolisme, prostitution, abus sexuels...).

Ce n'est pas un hasard si Trump, fer de lance du populisme, lui-même en lien avec les milieux mafieux, a été un complice d'Epstein : « De nombreuses femmes ont déjà affirmé que Trump les avait violées lors de divers événements ou concours de beauté. On sait également que Trump a payé pour faire taire les deux femmes qui l'accusaient d'avoir eu des relations illicites avec lui, la star du porno Stormy Daniels et l'ancienne playmate de Playboy Karen McDougal. [...] Bien connue est aussi son association avec Epstein, qui a

4) « Thèses sur la décomposition, phase ultime de la décadence capitaliste » (mai 1990).

été accusé de viol, d'abus et, surtout, de trafic international d'enfants. Il apparaît avec Trump sur des dizaines de photos. Enfin Trump a également été reconnu coupable de trente-quatre chefs d'accusation de falsification de documents commerciaux, qui ont été révélés lors de l'enquête sur les paiements versés à Stormy Daniels ».⁵

Mais pourquoi tant de publicité est-elle consacrée à cette affaire dans les médias ? Il y a bien entendu une exploitation idéologique de cette campagne médiatique. Il existe une dimension de règlement de comptes entre factions bourgeoises rivales : les uns pour discréditer la politique « autoritaire, dictatoriale, fasciste » de Trump et tenter de le destituer ; les autres, dans le camp MAGA, pour alimenter leurs thèses délirantes sur un vaste complot fomenté par des « élites »... Mais il s'agit aussi d'alimenter une campagne pour la défense de la « démocratie menacée » polarisée sur la fausse opposition entre populisme et anti-populisme. C'est, d'une part, un piège dangereux tendu à la classe ouvrière pour la détourner de ses luttes. En même temps, cette campagne sert à détourner l'attention de l'enfoncement inexorable du capitalisme dans la barbarie : l'horreur de l'exploitation du corps des femmes et des enfants se réduirait à un individu, Epstein, et pourrait trouver sa solution dans « plus de démocratie », plus de « transparence », plus de « justice ». En focalisant l'attention sur des individus, la bourgeoisie cherche à dissimuler que derrière ces ignobles personnages, le véritable responsable, c'est la société capitaliste pourrissante. Elle cherche ainsi à empêcher la prise de conscience que pour mettre fin à toutes ces horreurs, il faut en finir avec ce système.

Wim, 28 février 2026

5) « Comment expliquer le chaos de la politique bourgeoise ? », *Revue internationale* n° 174.

AUCUN CAMP À CHOISIR DANS TOUTE GUERRE

Que penser des discussions lors de la réunion de Transnational Social Strike Platform ?

Le samedi 28 février 2026 s'est tenue à Cologne une réunion de Transnational Social Strike Platform (TSSP), au cours de laquelle deux questions principales étaient mises en avant :

– la réalité et les effets de l'énorme développement de la militarisation en Europe (dont l'expression était *L'Europe en guerre ; l'Europe est déjà en guerre*),
– et évidemment, la question : que faire ?

Après une courte introduction des organisateurs, dans laquelle il a été de notre point de vue justement souligné que nous n'avons aucun camp à choisir dans une guerre (le mot utilisé par l'orateur était « campisme »), le CCI a posé une question : mettre en avant l'idée de « l'Europe en guerre » ne tend-il pas à restreindre la dynamique de guerre à la seule Europe ? Bien sûr, depuis le début de la guerre en Ukraine nous voyons en Europe de menaçants pas en avant du militarisme (en Allemagne, l'ex-chancelier Scholz a parlé d'un « tournant historique » [*« Zeitenwende »*]) tout en doublant les dépenses militaires), peu de temps après le début du mandat 2.0 de Trump en janvier 2025 l'Union Européenne a annoncé un paquet de dépenses militaires de 800 milliards d'euros afin de créer une industrie de guerre plus indépendante des États-Unis. Et la réinstaurer du service militaire dans plusieurs pays (par exemple la France,

l'Allemagne, immédiatement ou pas à pas) est un nouveau pas en avant dans la remilitarisation. L'exposé a justement souligné que cette évolution s'accompagne d'une militarisation des frontières, de l'expulsion de réfugiés et de mesures répressives à l'intérieur même du pays.

Spirale guerrière mondiale ou seulement en Europe ?

Le CCI a également posé la question d'éventuellement élargir la perspective pour y inclure la confrontation entre les États-Unis et la Chine, laquelle joue un rôle majeur dans nombre de conflits (par exemple l'intervention des États-Unis au Venezuela dans le but d'y faire reculer l'influence de la Chine), ou l'Iran, allié dont la Chine risque également d'être « privée ». En même temps, nous assistons à toute une série de guerres en Afrique, au Proche-Orient, au réarmement du Japon et du Sud-Est asiatique. En résumé, à travers le prisme de « l'Europe en guerre », on ne prend pas toute la mesure du militarisme dont la puissance destructrice s'étend au monde entier. La réunion avait lieu juste quelques heures avant le déclenchement de l'offensive des États-Unis et d'Israël contre l'Iran, et seulement quelques jours après le bombardement de la capitale de l'Afghanistan pleine de réfugiés, Kaboul, par le Pakistan. Nous avons expliqué que le militarisme et sa spirale de destructions se développent sur la

planète entière, et s'accompagnent d'une destruction environnementale toujours plus dévastatrice. En se restreignant à la guerre en Europe, ne sous-estime-t-on pas le danger que court l'humanité tout entière ?

L'intervention du CCI visait à clarifier qu'il ne faut pas se concentrer sur une région particulière (le rôle de la machine de guerre américaine, la politique de l'impérialisme russe, le réarmement chinois, les ambitions militaires de l'Inde, par exemple, montrent bien le contraire), mais plutôt voir qu'il s'agit d'un phénomène mondial, historique et qui met en question un système capitaliste qui n'est plus qu'une impasse et ne peut survivre qu'à travers plus de destructions et de terreur, ce qui rend absolument indispensable la nécessité de son dépassement au niveau mondial.

La question derrière l'évaluation des forces en présence n'a pas été posée

Quand on pose dans la réunion la question des effets et de la perception ressentis par les participants qui viennent de plusieurs pays européens, ils dénoncent pour commencer toute cette campagne d'intimidation de la population et ces tentatives de recruter des soldats grâce à des messages publicitaires totalement mensongers, ainsi que le fait que cela ne mène en réalité qu'à des coupes et des restrictions budgétaires. Mais compte tenu du

fait que les pays de l'UE ont accepté le budget militaire de 800 milliards d'euros déjà mentionnés, le financement illimité de la Bundeswehr allemande, l'augmentation du financement de l'OTAN à 5 % du PIB pour chaque pays membre, l'augmentation du budget militaire américain de 900 milliards de dollars à 1 500 milliards, il y a une difficulté à poser clairement la question : qui va payer la facture ?

Dans une intervention, nous avons souligné que c'est la classe ouvrière qui va devoir passer à la caisse, soit par une invitation à allonger le temps de travail (soit la semaine de travail, soit la durée de vie active), des coupes budgétaires sur la santé et l'éducation, l'augmentation des prix de l'énergie, des loyers, etc., en plus des autres détériorations liées à la crise économique, suppressions d'emplois, licenciements, intensification des rythmes de travail, baisses de salaires, etc. La question centrale : la classe dominante peut-elle répercuter la totalité de ces coûts sur la classe ouvrière, et cette dernière est-elle prête à se serrer la ceinture, et en fin de compte à donner sa vie pour la machine de guerre, n'a été que trop peu abordée. Mais en ne posant pas cette question, on a édulcoré celle, cruciale, de l'évaluation du rapport de force entre le Capital et le Travail. Par exemple, nous pensons aussi que depuis 2022

suite page 6

1) Cf. « Affaire DSK : la bourgeoisie est une classe de pourris », *Révolution internationale* n° 424 (2011).

Les révolutionnaires doivent-ils avancer le mot d'ordre de "défaitisme révolutionnaire" ?

Face à la gravité de la situation internationale, au développement de la barbarie guerrière, la responsabilité des révolutionnaires est d'encourager la classe ouvrière à prendre conscience des enjeux historiques, à saisir la dynamique du rapport de force entre les classes et les conséquences pour sa lutte, à développer la réflexion sur les buts de son combat. Dans la perspective de la défense des principes de la Gauche communiste, la question se pose donc de savoir quelles sont les analyses et les orientations que les différents groupes du milieu politique prolétarien mettent en avant pour orienter le combat des travailleurs.

L'importance du débat prolétarien

Les réunions publiques, comme celles de la Tendence communiste internationaliste (TCI), le 7 mars dernier, et du CCI, le 21 mars, à Paris et dans d'autres villes du monde, offrent des lieux de débats prolétariens pour confronter les analyses et arguments des différents groupes révolutionnaires. D'accord donc avec l'insistance suivante du bilan de la TCI : « Nous considérons que ces espaces de discussion, de réflexion et de débat sont essentiels dans une période lourde de dangers pour la classe ouvrière, non seulement pour confronter les points de vue et opinions des militants et sympathisants de la gauche communiste, mais aussi pour proposer un débouché politique aux personnes nouvellement intéressées par les propositions des minorités internationalistes révolutionnaires ». ¹ De fait, le débat a été mené fraternellement entre groupes prolétariens, mais aussi avec les autres participants, ² notamment des jeunes intéressés par les positions de la Gauche communiste, en particulier sur la question centrale de la guerre et la façon dont les révolutionnaires et la classe doivent répondre, car, comme l'a souligné la TCI, « un consensus s'est rapidement dégagé quant à la perspective catastrophique et barbare vers laquelle nous mène le capitalisme ». ³

Au cours du débat, des divergences importantes sont apparues sur la méthode d'analyse et ses implications pour le combat du prolétariat. Sur l'évaluation de la dynamique guerrière, la majorité des groupes présents affirmait que le monde s'orientait « vers une troisième guerre mondiale », alors que le CCI soutenait, à contre-courant, que : « nous nous orientons vers une multiplication et une généralisation des conflits dans le monde, sur un fond de chaos croissant, menaçant à terme de détruire l'humanité ». Le débat s'est polarisé sur l'opportunité aujourd'hui du mot d'ordre du « défaitisme révolutionnaire », c'est-à-dire le souhait par le prolétariat de chaque pays de voir sa propre bourgeoisie être défaite afin de favoriser le combat pour le renversement de celle-ci. En réalité, la promotion de ce mot d'ordre révèle non seulement des ambiguïtés par rapport à un véritable internationalisme, mais surtout des visions erronées concernant les implications de la dynamique présente du capitalisme et du rapport de force actuel entre les classes.

Un mot d'ordre ambigu dès ses origines...

Le mot d'ordre de « défaitisme révolutionnaire » a certes été mis en avant par Lénine lors de la Première Guerre mondiale. Cependant, il cherchait

alors à « dénoncer les tergiversations des éléments "centristes" qui, bien que d'accord "en principe" pour rejeter toute participation à la guerre impérialiste, préconisaient cependant d'attendre que les ouvriers des pays "ennemis" soient prêts à engager le combat contre celle-ci avant d'appeler ceux de "leur" propre pays à en faire autant. À l'appui de cette position, ils avançaient l'argument que, si les prolétaires d'un pays devançaient ceux des pays ennemis, ils favoriseraient la victoire de ces derniers dans la guerre impérialiste. Face à cet "internationalisme" conditionnel, Lénine répondait très justement que la classe ouvrière d'un pays n'avait aucun intérêt en commun avec "sa" bourgeoisie, précisant, en particulier, que la défaite de celle-ci ne pouvait que favoriser son combat, comme on l'avait déjà vu lors de la Commune de Paris (résultant de la défaite face à la Prusse) et avec la révolution de 1905 en Russie (battue dans la guerre contre le Japon). De cette constatation, il concluait que chaque prolétariat devait "souhaiter" la défaite de "sa" propre bourgeoisie. Cette dernière position était déjà erronée à l'époque, puisqu'elle conduisait les révolutionnaires de chaque pays à revendiquer pour "leur" prolétariat les conditions les plus favorables à la révolution prolétarienne, alors que c'est au niveau mondial et, dans un premier temps, dans les grands pays avancés (qui étaient tous impliqués dans la guerre) que la révolution devait avoir lieu ». ⁴

Rosa Luxemburg critiquait déjà dans ce sens la position erronée de Lénine, même s'il lui est arrivé, à elle aussi, de céder parfois à la logique de cette sorte de « patriotisme à rebours ». Ce n'est toutefois pas un hasard si dans sa *Brochure de Junius* elle termine par le mot d'ordre bien plus clair du *Manifeste du Parti communiste* de 1848 : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » et non par ce slogan de « défaitisme révolutionnaire ». De plus, « chez Lénine, la faiblesse de cette position n'a jamais conduit à une remise en cause de l'internationalisme le plus intransigeant (c'est même cette intransigeance qui l'avait conduit à un tel "dérapiage"). En particulier, il ne serait jamais venu à Lénine l'idée d'apporter un soutien à la bourgeoisie du pays "ennemi", même si, en toute logique, une telle attitude pouvait découler de ses "souhais" ». ⁵

En revanche, la vision nationale de la révolution incluse dans le mot d'ordre de « défaitisme révolutionnaire » a été, par la suite, exploitée à de multiples reprises « par des partis bourgeois à coloration "communiste" pour justifier leur participation à la guerre impérialiste. C'est ainsi, par exemple, que les staliniens français ont brusquement "redécouvert", après la signature du pacte germano-russe de 1939, les vertus de l'"internationalisme prolétarien" et du "défaitisme révolutionnaire", vertus qu'ils avaient oubliées depuis longtemps et qu'ils ont répudiées avec la même rapidité dès que l'Allemagne est entrée en guerre contre l'URSS en 1941. C'est le même "défaitisme révolutionnaire" que les staliniens italiens ont pu utiliser pour justifier, après 1941, leur politique à la tête de la "résistance" contre Mussolini ». ⁶ De cela une leçon s'impose : « tout mot d'ordre qui s'adresse à tel ou tel secteur du prolétariat en particulier, en lui assignant des tâches distinctes, sinon différentes de celles des autres secteurs, est ambigu et peut

être retourné plus facilement contre la classe ouvrière ». ⁷

Lénine ne mettra pratiquement plus en avant ce mot d'ordre après février 1917 au profit de celui de « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ». D'ailleurs, le mot d'ordre de « défaitisme révolutionnaire » contient encore un autre inconvénient majeur, mis en évidence après la Première Guerre mondiale, qui souligne combien il tend à tourner le dos au véritable internationalisme : « Le vieux schéma du défaitisme révolutionnaire, selon lequel la défaite de son propre gouvernement est favorable au développement de la révolution, a été réfuté par le fait que la division entre nations victorieuses et nations vaincues crée des divisions profondes dans le prolétariat mondial, comme on l'a vu le plus clairement au lendemain de la guerre de 1914-18 ». ⁸

... une aberration aujourd'hui

La dynamique actuelle du capitalisme mondial ne correspond en aucune manière à celle dans le cadre de laquelle le mot d'ordre de « défaitisme révolutionnaire » a été lancé. Elle ne tend nullement aujourd'hui à la composition de blocs en vue d'une troisième guerre mondiale, voire à la mobilisation de dizaines de millions de prolétaires au front, mais au contraire à l'explosion du « chacun pour soi » impérialiste et à la multiplication de guerres chaotiques et barbares, dans le cadre d'une société capitaliste en putréfaction. Nous ne sommes pas non plus dans une situation de défaite physique et idéologique profonde de la classe ouvrière, mais dans un contexte où les travailleurs tentent, certes non sans difficultés, à travers leurs luttes économiques, de développer leur autonomie et conscience de classe.

Le prolétariat reprend le chemin du combat et tend bel et bien à sortir de sa torpeur, notamment depuis les mouvements qui se sont déclenchés en Grande-Bretagne en 2022 lors de « l'été de la colère », avec pour slogan « ça suffit ! ». La dynamique initiée, qui s'est poursuivie en 2023 en France, aux États-Unis et un peu partout dans le monde, marque une « rupture » ⁹ avec la relative passivité des trente dernières années, ce qui signifie une tendance à exprimer de nouveau une combativité et un effort conscient permettant la reconquête progressive d'une identité de classe perdue. Ce processus de reconquête lent, heurté, difficile, est certes marqué par des obstacles, mais, pour paraphraser Trotsky, dans son *Histoire de la Révolution russe*, il indique « un processus moléculaire », c'est-à-dire une tendance surtout en devenir, permettant de déboucher vers une politisation nécessaire et l'affirmation d'une perspective de combat révolutionnaire sur le long terme. Et en cela, la résistance en réaction aux attaques économiques liées à la crise de surproduction, contre l'économie de guerre, mais aussi contre les campagnes idéologiques visant à demander des sacrifices, est bel et bien un pas réel en avant, même si encore fragile. Bref, les enjeux de la dynamique actuelle et les défis qu'ils posent à la classe ouvrière sont considérables, mais ce ne sont pas ceux d'une guerre mondiale auxquels le mot d'ordre de « défaitisme révolutionnaire » prétendait répondre.

En réalité, ce cadre d'analyse défendu par le CCI n'a rien d'étrange ou d'original. Il renvoie à l'analyse « classique » telle qu'elle fut développée par Marx et Engels en

leur temps (et en partie par Rosa Luxemburg), considérant que le combat révolutionnaire du prolétariat allait surgir de l'effondrement économique du capitalisme et non de la guerre entre États capitalistes : « Non, la guerre ne crée pas les conditions les plus favorables à la généralisation. Contrairement à la thèse misant sur la guerre et qui implique la vision d'un cours extrêmement rapide surprenant la bourgeoisie (modèle russe) la révolution se présente, comme l'a dit Rosa Luxemburg au congrès de fondation du PC en Allemagne, comme un long et douloureux processus, plein d'embûches, d'avancées et de reculs de la lutte. C'est dans ce processus que mûrissent les conditions de la généralisation, de la prise de conscience et de la capacité de la classe à s'organiser. Les révolutionnaires devraient cesser de faire de leur impatience un point de référence et apprendre à travailler à long terme, comme la réalité l'indique [...]. Les conditions de la généralisation se trouvent dans la crise elle-même. L'inexorable enfoncement du capitalisme dans une crise de plus en plus profonde crée l'inexorabilité de la marche vers la généralisation de la lutte, condition de l'ouverture de la révolution à l'échelle mondiale et sa victoire finale ». ¹⁰

Dans une telle perspective, le « défaitisme révolutionnaire » n'est plus seulement un slogan erroné, totalement à côté de la plaque ; il ouvre d'emblée la porte aux positions gauchistes. Ce mot d'ordre permet, en effet, à la bourgeoisie et à ses gauchistes d'incarner des visées impérialistes couplées parfois à un autre mot d'ordre, celui des « luttes de libération nationales », cache-sexe des entreprises impérialistes et des massacres de populations, comme durant la guerre froide et lors de la première guerre du Golfe, en 1990, où ce slogan a permis aux trotskistes de défendre le camp de l'Irak de Saddam Hussein face à « l'oppression des États-Unis ». De même, il demeure un des slogans permettant de justifier le soutien nationaliste à la « Palestine opprimée » dans le conflit qui oppose la bourgeoisie palestinienne à celle d'Israël.

La TCI utilise d'ailleurs, non sans ambiguïté, un lexique proche, bien que ce soit pour défendre une nécessaire « fraternisation entre opprimés ». ¹¹ Si la TCI et le PCI ne soutiennent pas un camp bourgeois contre un autre, le fait de prôner un « défaitisme

¹⁰ « Les conditions historiques de la généralisation de la lutte de la classe ouvrière », *Revue internationale* n° 26 (1981).

¹¹ « Bilan de la RP du 7 mars 2026 », publié sur *Leftcom.org*.

révolutionnaire » sur la base erronée de différences au niveau des situations nationales entre les pays obscurcit toute distinction nette avec les impostures des gauchistes et leur « internationalisme » frelaté. Pour ces organisations, l'utilisation erronée du slogan de « défaitisme révolutionnaire » est l'illustration du danger d'une application mécanique et aveugle de vieux schémas du passé. TCI et PCI sont incapables de prendre en considération dans leur cadre d'analyse la situation historique d'aujourd'hui, le rapport de force entre les classes qu'elle implique et la situation matérielle réelle de la classe ouvrière, notamment celle des pays centraux du capitalisme, que les camarades considèrent « encore lourdement marquée par le poids de la contre-révolution ». ¹²

Si la guerre et le militarisme se situent bien au cœur de la situation actuelle et que la défense de l'internationalisme prolétarien reste incontestablement un principe à défendre, contrairement au passé, le développement de la prochaine vague révolutionnaire ne proviendra pas d'une guerre mondiale, et en aucun cas d'une fraternisation entre les fronts comme préconisé dans un article récent du PCI. ¹³ La révolution trouve son origine dans l'aggravation de la crise économique : « la demande de la bourgeoisie de sacrifier au nom de la relance de la machine de guerre se heurtera certainement à une sérieuse résistance de la part d'une classe ouvrière invaincue. Les mouvements de classe qui caractérisent la rupture réaffirment la centralité de la crise économique comme principal stimulant de la lutte des classes. Mais en même temps, la prolifération de la guerre et le coût croissant de l'économie de guerre, surtout dans les principaux pays d'Europe, seront un facteur important de la future politisation de la lutte, dans laquelle la classe ouvrière pourra faire un lien clair entre les sacrifices exigés par l'économie de guerre et les attaques croissantes contre son niveau de vie, et finalement intégrer toutes les autres menaces provenant de la décomposition dans une lutte contre le système dans son ensemble ». ¹⁴ Et en ce sens, le mot d'ordre le plus conséquent demeure toujours celui du *Manifeste du Parti communiste* de Marx : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

WH, 4 avril 2026

¹² Propos liminaire de la RP de la TCI du 7 mars.

¹³ « Guerre en Ukraine. La "Tendance Claire" dans le sombre borbier de la défense nationale et de la Realpolitik », *Le Prolétaire* n° 550 (2023).

¹⁴ « Résolution sur la situation internationale du 26^e congrès du CCI ».

suite de la page 3

Crise économique

main-d'œuvre est la plus tragique ! Cette réalité barbare, que les prolétaires vivent de plus en plus crûment, montre l'incapacité de la bourgeoisie à leur offrir une quelconque perspective autre que la guerre, l'exploitation sans répit et la misère.

Certes, le chemin à parcourir est encore long et difficile pour que les ouvriers parviennent à mettre en avant la perspective révolutionnaire. Mais en combattant les effets de la crise, notre classe se confronte au cœur du capitalisme : l'exploitation de l'homme par l'homme, le salariat et la propriété privée. En étant contrainte de se battre pour survivre, elle renoue avec le seul terrain sur lequel le prolétariat peut

développer sa force, celui des revendications économiques, celui de la grève, des assemblées pour organiser la lutte, des manifestations de rue. La lutte permet aux prolétaires de retrouver peu à peu ce qui fait leur force : leur unité, leur solidarité, le besoin de s'auto-organiser, la réflexion sur les buts à donner au mouvement.

La crise qui déploie aujourd'hui ses effets destructeurs montre le véritable futur qui attend les prolétaires s'ils ne font rien pour se défendre. En dépit des énormes souffrances que le capitalisme inflige au prolétariat, la crise du capitalisme demeure néanmoins l'alliée du prolétariat.

HD, 9 avril 2026

¹ « Bilan de la RP du 7 mars 2026 », publié sur *Leftcom.org*.

² Les groupes de la Gauche communiste présents : la TCI, le PCI-Le Prolétaire et PCI-Cahiers Internationalistes et le CCI. Plus un militant de la CNT-SO.

³ « Bilan de la RP du 7 mars 2026 », publié sur *Leftcom.org*.

⁴ Cf. « le milieu politique prolétarien face à la guerre du golfe », *Revue internationale* n° 64 (1991).

⁵ *Idem*.

⁶ *Idem*.

⁷ *Idem*.

⁸ « Rapport sur la lutte de classe pour le 25^e congrès du CCI » (mai 2025).

⁹ Cf. « Pourquoi le CCI parle-t-il de "rupture" dans la dynamique de la lutte de classe ? ».

Il y a 80 ans, la fondation de la GCF (Partie 2)

sont mises en doute. Nous serons donc placés dans un cercle vicieux : ou de réfléchir, de raisonner et en conséquence ne pas pouvoir agir, ou d'agir sans savoir si notre action repose sur un raisonnement réfléchi ».⁷

La contribution de la GCF dans la compréhension de la décadence du capitalisme

Bon nombre de sujets fondamentaux posés par la défaite de la vague révolutionnaire et l'expérience de l'Internationale communiste avaient été seulement ébauchés par la Fraction italienne. Celle-ci les ayant laissés davantage à l'état de questions ouvertes plutôt que de conclusions susceptibles d'être intégrées sans équivoque aux acquis programmatiques des communistes. En s'engageant dans un véritable travail collectif, à travers des débats en son sein (ou avec d'autres groupes) et des contributions très profondes de ses militants, la GCF parvint à des avancées importantes, tout particulièrement sur l'approfondissement de la compréhension de la décadence du capitalisme.

En partant du cadre d'analyse établi par l'Internationale communiste dès 1919 (« l'ère des guerres et des révolutions »), la GCF fut en mesure de prolonger et d'enrichir la réflexion développée par la Fraction italienne au cours des années 1930. Le rapport sur la situation internationale de 1945 auquel nous avons déjà fait référence, parvenait à une clarification extrêmement profonde sur deux questions fondamentales : la nature de la guerre impérialiste et celle du capitalisme d'État.

Dès le début du XX^e siècle, le mouvement révolutionnaire avait mis en évidence que le militarisme et la guerre impérialiste constituaient la manifestation la plus significative de l'entrée du mode de production capitaliste dans sa phase de déclin historique. Ce changement de période historique comportait une modification fondamentale dans les causes de la guerre sur laquelle la GCF a apporté une contribution décisive : « À l'époque du capitalisme ascendant, les guerres (nationales, coloniales et de conquêtes impérialistes) expriment la marche ascendante de fermentation, de renforcement et d'élargissement du système économique capitaliste. La production capitaliste trouvait dans la guerre la continuation de sa politique économique par d'autres moyens. Chaque guerre se justifiait et payait ses frais en ouvrant un nouveau champ d'une plus grande expansion, assurant le développement d'une plus grande production capitaliste. À l'époque du capitalisme décadent, la guerre au même titre que la paix exprime cette décadence et concourt puissamment à l'accélérer. [...] La guerre fut le moyen indispensable au capitalisme lui ouvrant des possibilités de développement ultérieur, à l'époque où ces possibilités existaient et ne pouvaient être ouvertes que par le moyen de la violence. De même, le croulement du monde capitaliste ayant épuisé historiquement toutes les possibilités de développement, trouve dans la guerre moderne, la guerre impérialiste, l'expression de ce croulement qui, sans ouvrir aucune possibilité de développement ultérieur pour la production, ne fait qu'engouffrer dans l'abîme les forces productives et accumuler à un rythme accéléré ruines sur ruines. [...] Si dans la première phase, la guerre a pour fonction d'assurer un élargissement du marché, en vue d'une plus grande production de biens de consommation, dans la seconde phase, la production est essentiellement axée sur la production de moyens de destruction, c'est-à-dire en vue de

la guerre. La décadence de la société capitaliste trouve son expression éclatante dans le fait que des guerres en vue du développement économique (période ascendante), l'activité économique se restreint essentiellement en vue de la guerre (période décadente). Cela ne signifie pas que la guerre soit devenue le but de la production capitaliste, le but restant toujours pour le capitalisme la production de la plus-value mais cela signifie que la guerre, prenant un caractère de permanence, est devenue le mode de vie du capitalisme décadent ».

Cette analyse s'est révélée parfaitement valable puisque depuis cette époque, le monde a connu plus d'une centaine de conflits guerriers ayant provoqué au moins autant de morts que la Seconde Guerre mondiale. Cette spirale guerrière s'est même considérablement amplifiée au cours des quatre dernières décennies, à l'image du théâtre sanglant actuel aussi bien en Ukraine que dans l'ensemble du Proche et Moyen-Orient.

En mars 1946, la GCF adoptait les « Thèses sur la nature de l'État et la révolution prolétarienne », ce document constituait une nouvelle contribution importante en particulier sur la place de l'État dans la période de la décadence et la position du prolétariat vis-à-vis de celui-ci.

Déjà l'Internationale communiste avait pris la mesure de la place omniprésente de l'État dans tous les compartiments de la société et tout particulièrement sur le plan économique. Le Manifeste du Premier congrès de l'Internationale communiste en mars 1919 défendait clairement que « l'étatisation de la vie économique, contre laquelle protestait tant le libéralisme capitaliste, est un fait accompli. Revenir, non point à la libre concurrence, mais seulement à la dominante des trusts, syndicats et autres pieuvres capitalistes, est désormais impossible ».

Cette prévision allait pleinement se confirmer dans les décennies suivantes et surtout après la crise de 1929, qui rappela à la bourgeoisie que la prise en main de la gestion du capital national par l'État était devenue une nécessité incontournable et permanente. La préparation de la guerre au cours des années 1930 et plus encore le délabrement de presque tous les grands centres industriels du monde en 1945, accélérèrent encore davantage cette tendance générale au capitalisme d'État.

C'est donc par l'examen rigoureux de la dynamique du capitalisme depuis la Première Guerre mondiale que la GCF allait pouvoir démontrer que « le capitalisme d'État n'est pas une tentative de résoudre les contradictions essentielles du capitalisme en tant que système d'exploitation mais la manifestation de ces contradictions. Chaque groupe d'intérêts capitalistes essaie de rejeter les effets de la crise du système sur un groupe voisin, concurrent, en se l'appropriant comme marché et champ d'exploitation. Le capitalisme d'État est né de la nécessité de ce groupe [la bourgeoisie nationale] d'opérer sa concentration et de mettre sous sa coupe les marchés extérieurs à lui. L'économie se transforme donc en une économie de guerre ».

Ici encore, l'analyse et les prévisions de la GCF vont s'avérer pleinement confirmées puisque la place toujours plus massive du capitalisme d'État au cours des 80 dernières années n'a absolument pas contrecarré l'approfondissement de la crise historique du capitalisme. Bien au contraire, cela a constitué un puissant facteur d'exacerbation des contradictions du système.⁸

⁸ Dans le cadre de cet article, il n'est pas possible de développer plus largement la

Ainsi, forte d'une compréhension beaucoup plus claire et profonde des caractéristiques générales et permanentes de la période de déclin historique du capitalisme, la GCF fut également capable de trancher des questions clés pour la lutte révolutionnaire, dont voici les principales :

– Dans la période d'ascendance du capitalisme, les syndicats constituaient des organisations permettant le développement de la lutte sur le plan économique. Dans la période de décadence, ils constituent des organes totalement intégrés à l'État bourgeois qu'il s'agit de combattre.

– Si au cours du XIX^e siècle, les luttes de libération nationale et l'indépendance des colonies pouvaient faire partie de la tactique du prolétariat ; dans la décadence capitaliste, ces revendications ne peuvent que pousser la classe ouvrière à défendre les intérêts de la bourgeoisie.

– Sur la question de l'État dans la période de transition, la GCF prolongera la réflexion de *Bilan* en défendant l'idée que la dictature du prolétariat devra s'exercer par ses organes spécifiques (les conseils) distincts de ceux

question du capitalisme d'État. Pour cela, lire les références suivantes :

– *La décadence du capitalisme*, brochure du CCI.

– « Crise économique : l'État, dernier rempart du capitalisme », *Révolution internationale* n° 339 (2003).

– « Rapport sur la pandémie et le développement de la décomposition », *Revue internationale* n° 167.

suite de la page 4

Aucun camp à choisir dans toute guerre

dans un certain nombre de pays européens, mais aussi aux États-Unis, une série de luttes de la classe ouvrière a eu lieu contre la précarisation croissante de ses conditions de vie, laquelle est en grande partie causée par la militarisation croissante de la société. Ces luttes, même si elles sont naturellement insuffisantes, sont une expression du fait que la classe ouvrière est toujours une force capable de peser contre ce que la classe dominante lui promet. Elles montrent que dans le rapport de force entre bourgeoisie et prolétariat, la balance ne penche pas entièrement en faveur de la bourgeoisie.

Il a été certes mentionné à quel point les tentatives de recruter de la chair à canon et des soldats aveuglés par l'idéologie pour la Bundeswehr ou d'autres armées par le biais de campagnes publicitaires sont grossières et sordides, alors que la majorité des jeunes et des autres générations sont opposés à la guerre. Tout cela n'a été ni réellement évalué, ni approfondi.

Mais comme les besoins de l'économie de guerre et les mesures d'austérité associées vont poser de nouveaux défis à la classe ouvrière, pour lutter contre ces mesures il va falloir faire le lien entre crise et guerre et nous préparer à cette nécessité, et nous positionner vis-à-vis d'elle, il y avait un grand risque, lors de cette réunion, de ne pas se préparer aux besoins réels de la lutte.

Une participante a par exemple regretté que le syndicat IG-Metall salue et soutienne entièrement les commandes d'armement à l'industrie métallurgique, et qu'on ne puisse pas réellement compter sur les syndicats. Mais il n'a pas été évoqué le fait que les syndicats (et en Allemagne ils ont été précurseurs sur ce point) ont passionnément soutenu toute la machine de guerre du Capital allemand en appelant en août 1914 à l'Union sacrée, et que quatre ans plus tard ils ont collaboré avec l'armée et le SPD pour réprimer

de l'État. Il s'agit d'une position capitale défendue et développée par le CCI par la suite.

C'est avec la même rigueur que la GCF continua à défendre jusqu'au bout la seule alternative crédible qui se posait à la classe ouvrière au lendemain du second conflit mondial : « Dans les conditions actuelles du capital, la guerre généralisée est inévitable. Mais ceci ne veut pas dire que la révolution soit inéluctable, et moins encore son triomphe. La révolution ne représente qu'une des branches de l'alternative que son développement historique impose aujourd'hui à l'humanité. Si le prolétariat ne parvient pas à une conscience socialiste, c'est l'ouverture d'un cours de barbarie

dont, aujourd'hui, on peut mesurer quelques aspects ».

Là encore, la GCF se gardait de tout schématisme. Contrairement à Bordiga qui, au cours de la même période, déclarait que « la révolution est aussi certaine que si elle était déjà advenue », la GCF défendait au contraire que le chemin vers le communisme serait encore très long, pavé d'obstacles gigantesques et nécessiterait des efforts immenses de la part de la classe ouvrière.

Dans la troisième partie, nous traiterons de la contribution de la GCF sur la question du parti et ses rapports avec la classe ainsi que des raisons ayant provoqué sa disparition en 1952.

Vincent, 13 avril 2026

Lisez sur le web ou sur papier, les brochures du CCI

La Gauche Communiste de France

« Alors que la Fraction italienne elle-même, épuisée, a abandonné le combat qu'elle avait mené pendant près de 18 ans en prononçant son auto-dissolution en mai 1945, c'est la Fraction française de la Gauche communiste, fondée en décembre 1944 et rebaptisée par la suite Gauche communiste de France, qui a repris le flambeau politique de la Fraction italienne ».

fr.internationalism.org

de façon sanglante le soulèvement de la classe ouvrière en Allemagne.

Activisme ? Ou sur quel levier faut-il agir ?

Au cours de la dernière partie de la réunion, lorsqu'a été posée la question de quoi faire, tout le dilemme dans cette approche est devenu clair. Il est juste et indispensable d'être actif, de briser le silence, de chercher collectivement à se regrouper. Mais sur quelles bases et avec quelles attentes ? De notre point de vue, il faut se protéger de l'illusion qu'il est possible d'obtenir quelque chose « ici et maintenant ».

De nombreux participants ont rapporté, action par action, les initiatives qu'ils avaient menées. Bien que l'impression générale fût qu'aucun succès réel n'avait été obtenu (hormis celui, précisément, d'avoir mis des militants en réseau), on avait en quelque sorte peur de poser la bonne question : qui peut exercer une pression capable de faire céder le gouvernement et le Capital ? Comment parvenir à construire un rapport de force capable de paralyser le bras criminel de la classe dominante, voire toute la machinerie ? Peut-on y parvenir sans dépasser le système en tant que tel ? En d'autres termes, peut-on se débarrasser de la guerre sans dépasser le système ?

Comme déjà dit, beaucoup ont lancé avec beaucoup d'énergie de nombreuses initiatives, mais pas la recherche de la véritable force centrale, la classe ouvrière. Comme nous l'avons mis en avant lors de cette partie de la discussion, la classe ouvrière a démontré au cours de l'histoire que c'est elle, et non le pacifisme, qui peut mettre un terme à la guerre, mais qu'en fin de compte, c'est le système dans son ensemble qui doit être renversé. En bref, il ne faut rien de moins qu'une révolution, une révolution mondiale.

Les organisateurs de cette réunion avaient très justement mis dans leur

invitation le « campisme » (terme désignant le fait de prendre parti pour l'un ou l'autre camp dans une guerre), mais au cours de la réunion pas une fois le terme « internationalisme » n'a été prononcé. Comment est-il cependant possible de relever tous les défis du combat contre le système capitaliste si nous ne parvenons pas à mettre en avant la nécessité d'une lutte commune de toute la classe ouvrière, au-delà de toutes les frontières qui la divisent ?

Par conséquent notre intervention s'est achevée par un appel à ne pas foncer tête baissée dans l'activisme, mais à poser la question de quelle force est susceptible de renverser le capitalisme, même si cela peut sembler improbable à première vue, compte tenu des indéniables difficultés que rencontre actuellement la classe ouvrière. Mais si on ne pose jamais cette question et qu'on ne reconnaît pas où et comment il faut agir, ni combien le chemin pour dépasser le système sera long et difficile, on court le danger en fin de compte de sombrer dans la démoralisation... et bien sûr le système reste intact. Tant que nous n'examinerons pas sans concession les pièges de l'activisme, notre volonté de résister au système capitaliste s'éteindra sans perspective. En se lançant dans des actions effrénées, les unes après les autres, on fuit toute clarification politique. Mais ne serait-ce pas notre devoir de montrer comment la classe ouvrière doit lutter, même lorsqu'on ne s'attend pas à ce qu'elle se mobilise directement contre la guerre, mais que ce combat conscient contre la guerre nécessite le développement de la résistance de la classe ouvrière et que, pour cela, il faut mettre au centre du développement de la conscience le lien entre guerre et crise et notre appauvrissement ? Il est indispensable de clarifier ces questions.

CCI, 5 mars 2026

⁷ Idem.

LE CCI SUR INTERNET



fr.internationalism.org
E-mail : france@internationalism.org

ABONNEMENTS

Abonnement de 2 ans à Révolution internationale
6 numéros + frais de port : 14 €

Abonnement de 2 ans à la Revue internationale
4 numéros + frais de port : 18, 5 €

Abonnement couplé de 2 ans
6 numéros de RI et 4 numéros de la Revue + frais de port : 30 €

Abonnement diffuseur de 2 ans à Révolution internationale
Pour les lecteurs qui souhaitent diffuser la presse du CCI

- 6 numéros (x3) + frais de port : 35 €
- 6 numéros (x6) + frais de port : 55 €

Abonnement diffuseur de 2 ans à la Revue internationale
Pour les lecteurs qui souhaitent diffuser la presse du CCI

- 4 numéros (x2) + frais de port : 31 €
- 4 numéros (x3) + frais de port : 45 €

Les frais de port sont valables pour la France métropolitaine.

Pour les autres pays ou les territoires d'outre-mer, contactez-nous par mail ou sur notre boîte postale.

Versements par chèque bancaire ou postal à l'ordre de : HISTOIRE ET ÉCONOMIE à l'adresse suivante :
Revue Internationale, BP 30605
31006 TOULOUSE CEDEX 6

Merci de préciser le type d'abonnement souscrit et une adresse d'envoi.

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé.

Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se

heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Au-delà des discussions que nous pouvons avoir lors de nos réunions publiques et permanences, nous appelons donc vivement nos lecteurs à nous écrire, soit par courrier classique, soit par e-mail.

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son État pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires.

Elle participe pleinement à la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

PERMANENCES ET RÉUNIONS PUBLIQUES

Pour les luttes actuelles et à venir, il faut se regrouper, débattre, tirer les leçons...

Le Courant communiste international organise des réunions publiques et des permanences physiques et en ligne. Ces réunions sont des lieux de débat ouverts à tous ceux qui souhaitent rencontrer et discuter avec le CCI. Nous invitons vivement tous nos lecteurs et tous nos sympathisants à venir débattre afin de poursuivre la réflexion sur les enjeux de la situation et confronter les points de vue.

Pour connaître les dates et lieux de nos réunions publiques et permanences, rendez-vous dans la rubrique « agenda » du site web du CCI. Vous pouvez également nous adresser un message à : france@internationalism.org ou dans la rubrique « nous contacter » de notre site web.

PUBLICATIONS DU CCI

Révolution internationale (FRANCE)
Revue Internationale
BP 30605
31006 Toulouse Cedex 6

Acción Proletaria (ESPAGNE)
Écrire à l'adresse postale en France

Internationalisme (BELGIQUE)
PB 102, 2018 Antwerpen (Centraal Station)

Internationalism (ÉTATS-UNIS)
Écrire à l'adresse postale au Royaume-Uni

Internacionalismo (VENEZUELA)
Écrire à l'adresse postale en France

Internationell revolution (SUEDE)
Écrire à l'adresse postale en Suisse

Rivoluzione internazionale (ITALIE)
CP 469,
80100 Napoli

World Revolution (ROYAUME-UNI)
BM Box 869,
London WC1N 3XX

World Revolution (AUSTRALIE)
Écrire à l'adresse postale au Royaume-Uni

Weltrevolution (SWITZERLAND)
Internationale Revue
Postfach 367 - CH-8021 Zürich

Revolución Mundial (MEXIQUE)
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico

Communist Internationalist (publication en langue hindi)
POB 25, NIT
Faridabad 121 00
HARYANA INDIA

BROCHURES DU CCI

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.
2, 5€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

La décadence du capitalisme
2, 5€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

Les syndicats contre la classe ouvrière
2, 5€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

Nation ou classe
3€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

Le trotskisme contre la classe ouvrière
4€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

Organisation communiste et conscience de classe
4€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

Guerre du Golfe
2, 5€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

L'État dans la période de transition
3€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

La Gauche communiste d'Italie
8€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

La Gauche hollandaise
12€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

La Gauche communiste de France
4€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

L'effondrement du stalinisme
3€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

La Révolution russe
2, 5€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

Bilan de la lutte des infirmières - Octobre 1988
2€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

Luttes dans la fonction publique de décembre 1995
2€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital
4, 5€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

Comment le PCF est passé au service du capital
3€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

La terreur stalinienne un crime du capitalisme, pas du communisme
3€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

Octobre 17
3€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

Le communisme n'est pas un bel idéal...
3€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

Les élections un piège pour la classe ouvrière
2€ + frais d'envoi : France 2, 11€ / Étranger 4€

À LIRE SUR LE SITE WEB DU CCI

Décadence et putréfaction de la classe dominante

Dénoncer les pièges de la démocratie bourgeoise

Escalade de la guerre au Moyen-Orient :

Un nouveau pas de l'enfoncement dans la barbarie capitaliste

Fascisme et antifascisme, deux ennemis de la classe ouvrière

Guerre et massacres en Iran et au Liban :

Solidarité de toute la classe ouvrière, contre la barbarie du capitalisme mondial !

SOUSCRIPTIONS

Paris

X : 175

Marseille

Mir : 100, Emi : 10, Mir : 50, You : 20

Bruxelles

X : 61

Lille

L : 75, V : 1, M.Flor : 42, L : 40, J : 16

Nantes

Leï : 50, Rom : 50, Leï : 50, Rom : 50

Rouen

D : 300, Jo : 100

Totale : 1150 €



Courant Communiste International

Novembre 2025

Revue
Internationale

La fraude de la « paix »
et la véritable prolifération des guerres

Allons-nous vers une Troisième Guerre mondiale ?

26^{ème} congrès du CCI

Résolution sur la situation internationale

Rapport sur la lutte de classe

Rapport sur la crise économique

Bilan de sept mois de Trump

Comment expliquer le chaos
de la politique bourgeoise ?

Antisémitisme, sionisme, antisémitisme,
tous ennemis du prolétariat (II)

Le piège de la lutte pour la démocratie bourgeoise
contre le populisme

Contribution à une histoire du mouvement ouvrier

174

5,00 euros - 5 FS - 6 \$Can
Parait tous les 6 mois

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

IL Y A 80 ANS, LA FONDATION DE LA GCF (PARTIE 2)

Maintenir en vie l'étincelle de l'organisation des révolutionnaires

Dans la première partie de cette série, nous avons montré que la Gauche communiste de France (GCF) s'est constituée dans la continuité de la Fraction de gauche du Parti communiste d'Italie et de la Gauche communiste internationale. En plein cœur de la contre-révolution, elle demeura la seule organisation capable de défendre de façon cohérente et intransigeante les principes organisationnels de la Gauche communiste.

Mais ce groupe ne fut pas une simple continuation de la fraction italienne, il ne se contenta pas de conserver les acquis et la contribution politique produite par *Bilan*. Sans négliger ses responsabilités vis-à-vis de l'intervention dans les luttes immédiates de la classe, la GCF consacra une grande partie de son énergie au travail de clarification politique et théorique. Sur de nombreuses questions posées par l'expérience de la défaite de la vague révolutionnaire et la dégénérescence de l'Internationale communiste, cette organisation fut en mesure d'apporter des réponses plus claires et profondes permettant ainsi d'enrichir un cadre théorique et programmatique sur la base duquel le CCI s'est fondé et s'appuie encore aujourd'hui.

Au lendemain de la guerre, saisir le cours historique : défense de la méthode marxiste

Le surgissement des luttes ouvrières contre la guerre en Italie au cours de l'année 1943 suivi, l'année d'après, par des grèves en Allemagne posait la question suivante à l'avant-garde révolutionnaire : les réactions ouvrières dans ces deux pays contenaient-elles la perspective du surgissement d'un processus révolutionnaire semblable à celui qui avait émergé à partir de 1917 en Russie ? Telle fut, dans un premier temps, l'hypothèse des différents groupes et organisations de la Gauche communiste.

En août 1943 à Marseille, la Fraction italienne de la Gauche communiste tint une conférence, en présence du Noyau français de la

Gauche communiste,¹ au cours de laquelle fut défendue l'analyse que les événements en Italie avaient ouvert une phase pré-révolutionnaire.

Or, la suite des événements allait contredire cette approche. Les luttes de 1943 n'avaient pas contraint la bourgeoisie italienne à arrêter la guerre comme ce fut le cas en Russie en 1917 ou en Allemagne en 1918. Pas plus qu'elles ne constituèrent les premières houles qui devaient provoquer une nouvelle vague révolutionnaire internationale. Les massacres de masse perpétrés sur les différents bastions ouvriers aussi bien par les armées Alliées que celles des nazis, ainsi que la puissante campagne antifasciste et démocratique suite à la « libération » de l'Europe, démontrèrent la capacité de la bourgeoisie mondiale à tirer les leçons de la précédente vague révolutionnaire en annihilant toute tentative d'extension de la lutte et de la solidarité ouvrière au-delà des frontières.²

En s'appuyant fermement sur les fondements de la méthode marxiste, sur les acquis politiques de l'Internationale communiste et de la Gauche communiste internationale, la Fraction française eut la capacité de tirer les implications de l'évolution de la situation. Le rapport sur la situation internationale adopté lors de la conférence de juillet 1945 (seulement deux mois après la fin de la guerre en Europe et alors que le conflit n'avait pas encore pris fin à l'échelle mondiale) révisait le point de vue initial de l'organisation en démontrant clairement que le rapport de forces au lendemain du deuxième conflit mondial n'était pas favorable au prolétariat : « À l'encontre de la première guerre impérialiste, où le prolétariat une fois engagé dans le cours de la révolution garde l'initiative et impose au capitalisme mondial l'arrêt de la guerre, dans cette guerre-ci dès le premier signal de

la révolution en Italie, en juillet 1943, c'est le capitalisme qui se saisira de l'initiative et poursuivra implacablement une guerre civile contre le prolétariat, empêchera par la force toute concentration des forces prolétariennes, n'arrêtera pas la guerre même quand, après l'effondrement et la disparition du gouvernement Hitler, l'Allemagne demandera avec insistance l'armistice, afin de s'assurer par un carnage monstre et un massacre préventif impitoyable, contre toute velléité de menace de révolution du prolétariat allemand ». En prenant conscience que les réactions de la classe ouvrière contre la guerre n'avaient pas mis fin à la période de contre-révolution, la GCF tirait la conclusion que l'heure n'était absolument pas à la constitution du parti. Contrairement à ce que défendait la Gauche italienne, groupée dans le Partito Comunista Internazionalista (PCInt) qui, incapable de saisir la signification de la situation et obnubilée par la recherche d'une influence immédiate au sein de la classe, persistait dans la répétition des vieux schémas hérités du passé pour mieux justifier la voie totalement erronée de la constitution du parti.³

Dans la série d'articles intitulée « Problèmes actuels du mouvement ouvrier », publiée dans la revue *Internationalisme* au cours de l'année 1947, la GCF engagea une polémique fraternelle mais intransigeante pour critiquer la démarche stérile et délétère dans laquelle s'était engagée la Gauche italienne : « l'absence de toute analyse sérieuse des événements des dernières années et des forces qui, par leur présence et leur absence, ont déterminé l'évolution des événements dans un sens profondément réactionnaire est actuellement le trait frappant des militants révolutionnaires et des groupes qui se disent d'avant-garde. L'habitude prise d'appliquer des

schémas tirés du passé aux situations nouvelles réelles qui se présentent a en quelque sorte libéré les militants du souci de la nécessité de se livrer à des études qui leur semblent pénibles et les fatiguent. À quoi bon, se disent-ils, analyser, étudier la situation présente, quand, d'après [leur] schéma, ils savent ce qu'elle devrait être. Il ne leur reste qu'à savoir bien appliquer la tactique adéquate... et à bien organiser l'agitation ».⁴

Le schématisme et la superficialité de l'analyse du PCInt étaient en réalité le reflet de la pauvreté de la vie politique et de l'absence de débats et de discussions au sein même du « parti » : « Le PCI [d'Italie] est actuellement le groupement où la discussion théorique et politique est la moins existante. La guerre et l'après-guerre ont soulevé une somme de problèmes nouveaux. Aucun de ces problèmes n'a été et n'est abordé dans les rangs du Parti italien. Il suffit de lire les écrits et journaux du parti pour se rendre compte de leur extrême pauvreté théorique. Quand on lit le procès-verbal de la Conférence constitutive du Parti, on se demande si cette conférence a eu lieu en 1946 ou 1926 ».⁵

Pourtant, comme l'affirmait la GCF, « aucune période dans l'histoire du mouvement ouvrier n'a autant bouleversé les données acquises et posé autant de nouveaux problèmes que cette période, relativement courte, de 20 ans, entre 1927 et 1947, pas même la période, pourtant si mouvementée, de 1905 à 1925. La plus grande partie des thèses fondamentales qui étaient à la base de l'Internationale communiste a vieilli et est périmée ».⁶

En définitive, l'approche politique du « Partito » tournait ouvertement le dos aux responsabilités de base que doit assumer l'avant-garde des révolutionnaires définies dans le *Manifeste du Parti communiste* de

4) « La Gauche communiste et le processus d'élaboration du programme », *Internationalisme* n° 18 (1947)

5) « Principes de fonctionnement de l'organisation révolutionnaire. La conception du chef génial », *Internationalisme* n° 25 (1947).

6) *Idem*.

1) Comme nous l'avons exposé dans la première partie de cette série, ce noyau prend le nom de Gauche communiste de France à partir de 1944.

2) Cf. « La lutte de classe contre la guerre impérialiste : Les luttes ouvrières en Italie 1943 », *Revue internationale* n° 75 (1993).

3) Cf. la première partie de cette série : « Il y a 80 ans, la fondation de la Gauche communiste de France : Maintenir en vie l'étincelle de l'organisation des révolutionnaires », *Révolution internationale* n° 506, (2026).

NOS POSITIONS

- Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 1980, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.
- La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la Révolution russe, mais son fossoyeur.
- Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'État, propre à la période de décadence.
- Depuis le début du XX^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre États, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle

- toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.
- Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quels que soient leurs prétextes, ethniques, historiques, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploitateurs.
- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.
- Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.
- Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

- Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.
- Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'État capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les États et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.
- La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.
- L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus

de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni « d'organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir » en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.

suite page 6